

Numéro spécial 32 pages

des socialistes
L'hebdo

Égalité = réelle

Retour sur la Convention nationale
du 11 décembre

N°595
DU 18 AU 24 DÉCEMBRE
1,5€

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat (77 52) • PHOTO Philippe Grangeaud (76 00)
• MAQUETTE Stéphanie Zoete (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé • N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223
• ISSN 127786772
"L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 25 200 exemplaires



PS 

Retrouvez "L'hebdo des socialistes" dès le 8 janvier.
D'ici là, toute l'équipe vous souhaite de joyeuses fêtes.

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr



Martine Aubry

« Chers amis,

Alors que 2010 s'achève, le monde vit un moment charnière. Un de ces moments d'entre-deux où ce qui est déjà fini refuse de disparaître, et où ce qui va naître n'a pas encore éclos.

Individus, Nation, Europe, civilisation font aujourd'hui l'expérience d'un déchirement, d'une angoisse, que la volonté seule peut surmonter.

La mission des responsables politiques est de permettre à chacun de trouver la force de progresser pour se réaliser, et à tous de construire le vivre ensemble sans lequel la société n'existe pas. Hélas, dans la France de 2010, le président de la République et sa majorité font le contraire : ils découragent, ils divisent, ils démolissent.

Les Français écoutent le pouvoir actuel, mais ils ne le croient pas. Trop de promesses, trop de mensonges. Pas de résultats et surtout pas de justice. À cette réalité s'en ajoute une autre : **M. Sarkozy, M. Fillon parlent aux Français sans les comprendre ni les entendre.** Quand la loi de finances pour 2011 prévoit 10 milliards d'euros de hausses d'impôts sans remettre en cause les largesses fiscales aux plus riches, quand la santé et la dépendance deviennent des parts de marché pour les assurances privées, quand les moyens alloués à l'école, à la justice, à la police sont diminués, c'est bien que les difficultés d'une très grande majorité de Français, des couches populaires aux classes moyennes, des jeunes aux aînés, sont ignorées.

Un pouvoir disqualifié, un peuple désorienté, une jeunesse désenchantée, voilà la France d'aujourd'hui. C'est pourquoi nous voulons non seulement une alternance, mais une alternative ; une autre France et un autre modèle de société. La différence entre la gauche et la droite, ce ne sont pas des mesures techniques, ni même d'abord des recettes économiques.

Romain Gary l'a dit magnifiquement : quand on vit une crise de civilisation, la réponse ne se trouve pas dans " des refus de changement, des façons légèrement différentes d'aménager les fauteuils et les couchettes dans le train express, sans aucun effort pour déplacer les rails et la direction " .

Changer les rails, changer la direction, voilà l'ambition que le Parti socialiste et la gauche doivent se donner pour gagner en 2012 et pour réussir après.

Au fil de nos Conventions, de nos Forums des idées, de nos travaux au niveau national – au

Parlement comme au sein du parti- comme dans nos collectivités, **toutes ces convictions ont été confirmées et nous avons commencé, avec nos propositions, à dessiner une autre France. La France de l'après-crise, la France de l'après-Sarkozy, la France de 2012. Alors que nous abordons aujourd'hui l'égalité réelle qui est le cœur des valeurs de la gauche, replaçons la dans les lignes de forces que nous avons déjà actées pour notre projet. Faisons le point sur ce socle du projet que nous avons déjà mis en place.**

Cette autre France que nous voulons, c'est d'abord une France plus forte.

Une France forte, c'est une économie fondée sur un nouveau modèle de développement

La mondialisation fait douter : serions-nous condamnés à un déclin irrésistible ? Est-ce que nous n'aurions pas d'avenir ? Nous disons non, mille fois non. La France a des atouts considérables qui sont laissés de côté aujourd'hui. Mais son avenir ne sera pas la répétition du passé. Entre les nostalgiques des années 60 et les libéraux dont les dogmes ont fabriqué la crise, nous devons inventer un nouveau modèle, qui **a le souci du long terme, qui crée des emplois et fait le pari de la croissance saine et durable.** C'est le fondement d'une économie du bien-être et pas seulement du tout-avoir.

L'idée majeure, **le fil rouge, au fond, de notre Convention du mois d'avril, portée par Pierre Moscovici, c'est la recherche de la vraie performance, qui pour nous est économique, sociale et environnementale.**

Une France forte, c'est une France qui retrouve une voix qui porte dans le monde

Une France forte, c'est aussi une France qui retrouve une voix qui porte dans le monde, un monde qui a profondément changé. Le monde dans lequel nous vivons est de moins en moins dominé par l'Occident, de plus en plus fragmenté, de plus en plus incertain. Ce monde contient autant d'opportunités que de dangers. Le XXI^e siècle sera peut-être le siècle d'un développement enfin partagé par tous les peuples de la planète. Mais il peut aussi être celui des conflits entre blocs, de déséquilibres commerciaux, du terrorisme ou de la prolifération nucléaire. Autrement dit, **ce monde sera ce que nous en ferons.** Dans ce contexte, je voudrais insister sur les orientations fortes que nous avons prises lors de notre Convention internationale animée par Laurent Fabius et Jean-Christophe Cambadélis, qui structureront notre politique étrangère après 2012.

La première priorité de notre politique étrangère sera de retrouver le peloton des Nations qui éclairent le monde. Nous sommes l'une des rares nations à porter un message

universel. C'est une force. Mais c'est un capital fragile si notre pays venait à manquer durablement d'inspiration ! Notre pays était envié, il est aujourd'hui montré du doigt. À coup sûr, un monde organisé par la rivalité entre les Etats-Unis d'Amérique et la Chine, ou qui se laisserait entraîner dans un choc des civilisations orientales et occidentales ne serait pas meilleur que le monde d'aujourd'hui. Il faut, pour la France, pour l'Europe, **reprendre pied dans le monde qui vient**. Pour cela, la France doit être respectée. Nicolas Sarkozy a abimé l'acquis historique du Général de Gaulle. Nous voulons reparler au monde avec la voix libre et originale de notre pays. Cela passe par le maintien d'une défense propre liée à la dissuasion nucléaire et la construction d'une véritable défense européenne, plutôt que sur l'alignement sur les Etats-Unis et l'OTAN, et cela d'abord en Afghanistan. Cela veut dire aussi que notre diplomatie doit promouvoir sans faiblir les droits de l'Homme et s'attacher à développer les solidarités avec les pays du Sud. Cela implique enfin d'approfondir le multilatéralisme en travaillant à la rénovation des enceintes multilatérales. C'est d'abord valable pour l'ONU, dont il faut réaffirmer la légitimité, organiser la prépondérance et repenser la gouvernance.

Autre priorité majeure en 2012, l'Europe. Pour compter dans la mondialisation, pour contribuer à la paix, pour porter ses valeurs dans le monde, la France a besoin de l'Europe. **Une Europe qui pèse économiquement**, c'est le sens du juste échange, mais aussi du gouvernement économique de la zone euro qu'il faudra bien finir par mettre en place, comme des politiques communes en matière d'énergie, de recherche, de grand projet industriel.

Une France forte, c'est aussi une France forte de ses habitants, de ses citoyens

Dans cette France que nous voulons, chacun peut trouver sa place, chacun est respecté pour ce qu'il est, chacun peut s'épanouir et s'accomplir. C'est le sens de cette société du respect que nous voulons construire, c'est le sens du projet pour l'égalité réelle, porté avec passion et créativité par Benoît Hamon et beaucoup d'autres camarades, et que nous discutons aujourd'hui.

Je le dis dès l'abord : l'égalité, pour nous, ce n'est pas l'uniformité.

Pour les socialistes, l'égalité, c'est le moyen donné à chacun d'être lui-même, de s'émanciper, de construire son propre parcours, de conquérir son autonomie, de forger son propre jugement. Inversement, les inégalités conduisent à empêcher le plus grand nombre de s'émanciper en restant prisonnier de leur héritage social, culturel et économique. **Oui**, l'égalité est la condition de l'épanouissement individuel.

L'égalité, c'est aussi la condition de la liberté authentique. Notre devise républicaine le dit

bien : pas de liberté sans égalité. Car la liberté qui s'accommode des inégalités, c'est la servitude : celui qui ne peut s'instruire, se déplacer, se loger, se nourrir ne connaît que la nécessité, la contrainte et la soumission aux forces du marché ou aux puissants du moment. Il n'a pas le choix. Quand l'inégalité est réelle, la liberté n'est que théorique. Voilà pourquoi l'égalité réelle est le cœur de l'identité socialiste. Parce que sans égalité, les droits ne sont jamais que formels et l'individu est toujours bafoué.

Il faut, et c'est la responsabilité du politique, traduire les valeurs dans les faits, concrétiser les droits pour tous. Pour cela, nous avons besoin d'un État fort et rénové. Parce que les citoyens ne se satisfont plus des réponses standardisées ou des traitements anonymes, et parce qu'ils n'ont pas les mêmes atouts, l'égalité réelle suppose à la fois une personnalisation des actions de la puissance publique, une différenciation de ses moyens pour égaliser, des actions préventives plus encore que réparatrices. Notre projet impose un État **moderne, à la fois stratégique et prévoyant**, un État décentralisé, proche, à l'écoute. C'est une vraie révolution des services publics que nous proposons.

Le respect de chacun, tout au long de la vie : l'égalité réelle

• L'éducation

Et cette révolution commence par l'école. Il nous faut avoir le courage de le dire : aujourd'hui l'école produit elle-même, en son sein, des inégalités. La France est un des pays d'Europe où l'origine sociale pèse le plus sur les résultats scolaires, alors même que les diplômés y jouent un rôle beaucoup plus important qu'ailleurs dans la détermination des parcours professionnels. La récente enquête PISA de l'OCDE sur les performances scolaires montre que ces inégalités ont fortement progressé en France depuis 2003. Nous ne pouvons pas accepter qu'aujourd'hui, seul trois enfants d'ouvriers sur dix atteignent la terminale. Nous ne pouvons pas accepter que la moitié des enfants des familles défavorisées soient en retard en 6^e, ni qu'à 17 ans, 20% des enfants des familles les plus pauvres aient arrêté leurs études.

C'est pourquoi nous proposons un **nouveau pacte éducatif à la Nation**. Ce grand projet implique de redonner confiance aux enseignants, de personnaliser davantage les parcours et d'**offrir à chaque étape à la fois le meilleur pour tous et les outils pour donner à ceux qui sont en difficulté les moyens de s'en sortir**. Nos priorités d'actions sont donc claires : **la priorité à l'éducation maternelle et primaire, là où beaucoup se joue, une école plus juste sur tout le territoire en relançant les politiques d'éducation prioritaire, un temps scolaire mieux réparti, une école qui garantit à chacun un socle de savoirs et de compétences pour tous**, une école adaptée aux enfants d'aujourd'hui, plus positive, plus à l'écoute des familles et des

élèves. Tout ceci implique une discussion large avec les enseignants, pour **redéfinir leurs missions et revaloriser leurs métiers**. Il est temps, plus que temps, de remettre au cœur de la société le professeur, et peut-être le beau mot d'instituteur, ce mot-programme du sacerdoce laïque, à la fois "institution" et "tuteur", qui fait des citoyens majeurs.

- **Les jeunes**

À tous les âges, les inégalités sont de retour. À tous les âges, il faut les combattre. **La situation qui est faite aux jeunes n'est pas acceptable**. La précarité constitue trop souvent leur lot commun. Ceux qui étudient doivent trop souvent travailler, au détriment de leur réussite. Un pays qui sacrifie sa jeunesse sacrifie son avenir. C'est pourquoi nous ferons de la jeunesse une "**grande cause nationale**". Nous proposons un **parcours autonomie qui comprendra une allocation d'études pour les jeunes en formation et un "dispositif nouvelle chance"**. Il permettra à tous ceux sortis du système scolaire de retrouver le chemin de la formation ou de chercher un premier emploi. Pour tous, et y compris pour les jeunes qui sont souvent les premiers touchés, nous prenons à bras le corps la question des **discriminations**. Nous en parlerons cet après-midi.

- **La sécurité sociale professionnelle**
Permettre l'égalité réelle et l'épanouissement individuel, c'est sécuriser les parcours professionnels et permettre une véritable progression tout au long de la vie. La sécurité sociale professionnelle sera l'une des grandes réformes que la gauche proposera aux Français en 2012, comparable à l'ambition qui a fondé la Sécurité sociale en 1945. Elle permettra de reprendre des études interrompues prématurément, d'amortir les chocs professionnels, de rebondir pendant les périodes de chômage par la formation, et de garantir à chacun une réelle progression professionnelle.

- **Retraites, perte d'autonomie**
L'épanouissement pour chacun, c'est lui permettre de vieillir dans de bonnes conditions. La façon dont on accompagne chaque personne âgée jusqu'à la fin de sa vie est un des reflets fondamentaux du niveau de développement d'une société. Disposer d'une retraite décente et avoir le droit de choisir son mode de vie, ce n'est pas un luxe : c'est un minimum. C'est le sens des engagements que nous avons pris sur les **retraites** : un financement garanti, le droit de partir à 60 ans et la prise en compte de l'allongement de la durée de vie, et surtout un système universel et personnalisé, qui permet à chacun de faire des choix. Libertés de choix, garanties collectives : voilà notre philosophie.

Le gouvernement a annoncé sa volonté d'ouvrir le chantier de la dépendance. Mais nous savons ce que cela veut dire pour lui : préparer la voie à la privatisation du risque, comme il a ouvert la voie à la privatisation des retraites, en renonçant à assurer la pérennité de notre système de retraites. Nous, nous ne voulons pas régler ce problème avec la carte bleue mais avec la carte vitale. Nous proposons **un droit à la compensation de la perte d'autonomie tout au long de la vie**, fondé sur la liberté de choix et la solidarité. Chaque personne âgée doit pouvoir choisir son mode de vie en fonction de ses envies personnelles, de son état de santé et en fonction de ses revenus. En fonction de l'état de santé de la personne et de ses revenus financiers, la solidarité doit jouer. Les principes resteront les mêmes. Sur ce sujet comme sur les autres, les socialistes feront des propositions justes et financées.

- **Santé**

La logique de privatisation appliquée depuis 2002 entraîne aussi une augmentation des inégalités de santé. Près de 40% des Français retardent le moment de se faire soigner pour des raisons financières. Les taxes sur les médicaments, les déremboursements, l'inflation des dépassements d'honoraires et la hausse du reste à charge des patients pénalisent tous les Français et tout particulièrement les plus fragiles et les plus âgés. Les inégalités territoriales d'accès aux soins se développent avec l'apparition de véritables déserts médicaux.

Il est temps de changer de perspective et d'en revenir à une véritable politique nationale de santé publique. Pour permettre aux médecins généralistes de se consacrer davantage à la prévention, nous introduirons le **paiement au forfait**, ce qui sera aussi un moyen de le reconnaître comme le pivot de l'offre de soins de proximité. Pour lutter contre les déserts médicaux, nous **demandons aux jeunes médecins d'exercer dans une zone de santé prioritaire pendant les premières années à la sortie de leurs études.**

- **Logement**

Difficile enfin de prétendre vouloir l'égalité réelle sans s'attaquer vigoureusement à la crise du logement. 10 millions de Français font face à des difficultés de logements, 3 millions sont mal logés, 3,5 millions en précarité énergétique, des loyers et des charges qui explosent et qui ponctionnent désormais très lourdement les budgets des ménages. Des mesures fortes s'imposent. On ne peut pas continuer indéfiniment à distribuer des aides qui ne font qu'alimenter la spéculation. Nous procéderons à **l'encadrement des loyers à la relocation là où cela est nécessaire.** Nous **redéployerons les financements dédiés aux défiscalisation des propriétaires vers la construction de**

Logements sociaux. Nous pourrons ainsi en **construire 150 000 logements sociaux par an.** **Notre pays vit un moment charnière :** le sarkozysme a échoué et, pendant seize mois encore, il va abîmer la France. **C'est à nous d'ouvrir une autre perspective :** dans 500 jours aura lieu l'élection présidentielle où nous solliciterons la confiance des Français pour engager le changement.

Pour réussir 2012, je nous recommande de bien agir en 2011. C'est d'abord mener la bataille contre le gouvernement et l'UMP. Au parlement, qu'il s'agisse de la marchandisation de la santé et de la dépendance ou de la suppression de l'impôt sur la fortune. Dans nos collectivités où nous sommes à l'écoute des besoins malgré l'étranglement financier voulu par M. Sarkozy. Et puis dans les urnes : en mars prochain, se dérouleront les dernières élections au suffrage universel direct avant le scrutin présidentiel. Et tous ensemble, nous allons jeter toutes nos forces pour faire gagner les départements. J'ajoute que le succès aux cantonales ne sera pas pour rien dans la possible, la souhaitable, l'historique alternance au Sénat à l'automne.

Bien agir en 2011, c'est montrer aux Français que la crédibilité a changé de camp, que le bon projet pour la France, c'est le projet socialiste. Je le dis solennellement à nos compatriotes : en mai prochain, ils sauront ce que le Parti socialiste fera dans les 100 premiers jours du quinquennat, dans les cinq ans de la législature et à l'horizon de la décennie. Parce que nous sommes dans notre démocratie, un parti de gouvernement, **nous proposerons le financement à l'euro près de chaque proposition.** Alors que la droite ne sait que promettre et endetter, la gauche a montré, comme nous le faisons au plan local, que nous savons compter et réaliser.

Et puis, bien sûr, réussir en 2011, c'est désigner notre candidat ou notre candidate à l'élection présidentielle. Nous avons voulu des primaires populaires, quand à l'UMP, l'électeur et le candidat sont une seule et même personne. Il revient à chacune et à chacun de nous de faire de ce grand rendez-vous démocratique, le tremplin de l'alternance. Cela suppose une organisation irréprochable : tout le Parti socialiste y travaille ardemment. Cela suppose le respect du calendrier voté par les militants : en juin, le dépôt des candidatures, à l'automne, le vote sur les candidats. Comme c'était prévu, les modalités seront précisées et fixées le mois prochain. Enfin, cela suppose que les idées précèdent les ambitions, que les attentes des Français priment sur les envies pour soi, que le "nous" prévale sur le "je". Les socialistes ne sont pas là pour parler d'eux ni seulement entre eux, mais pour parler aux Français de leur vie et de leur

pays. Chacun le sait : c'est cela la feuille de route et l'état d'esprit pour gagner.

Mais pour réussir en 2011, pour gagner en 2012, pour réussir après surtout, nous devons bâtir l'indispensable rassemblement de la gauche qui veut participer au changement. C'est pourquoi, au lendemain des élections cantonales et de l'adoption de notre projet, je proposerai à nos partenaires de travailler ensemble à l'élaboration du contrat de gouvernement qui doit lier les partenaires de l'alternance. C'est mon rôle de Première secrétaire du Parti socialiste, mais c'est avant tout ma conviction de citoyenne engagée depuis toujours au service de la gauche et de ses valeurs. C'est aussi pourquoi je souhaite que nous échangions avec toutes celles et tous ceux qui veulent tourner la page du sarkozysme en France et du néolibéralisme en Europe – formations politiques, organisations syndicales, associations, mouvements d'éducation populaire et de jeunesse, citoyens volontaires. C'est tous ensemble – nous le savons – que nous bâtirons une autre France. »

Retrouvez l'intégralité des interventions [sur parti-socialiste.fr](http://parti-socialiste.fr)



Rémi Féraud

« Je salue Martine Aubry et Benoît Hamon et je voudrais vous accueillir en associant Bertrand Delanoë, maire de Paris, et Jérôme Coumet, maire du 13^e arrondissement. Le texte que nous allons voter était très attendu. On peut toujours vouloir faire plus et mieux, mais je voudrais, devant les militants parisiens, saluer le travail mené sur le fond, sur le projet, par notre parti,

tout au long de l'année 2010. Cette Convention se trouve au cœur de notre engagement car l'égalité est, avec la liberté, la valeur qui nous a conduits à adhérer au PS. Notre volonté n'est pas d'en rester

à des droits formels mais de passer à une égalité réelle. Comment mettre fin aux discriminations? Comment faire accéder chacun à des droits aussi essentiels que l'éducation, le logement, la santé? Comment réparer les inégalités mais aussi les prévenir? Comment renouer avec le progrès et la solidarité? Les réponses que nous apportons ne doivent pas être caricaturées, car nous devons construire ensemble notre crédibilité, en élaborant notre projet collectivement pour le porter devant les Français ».



Harlem Désir

« Les Français espèrent chaque jour davantage que nous les débarrasserons de la droite. Car pour notre pays, de quoi l'UMP est-elle le nom? L'UMP est désormais synonyme d'inégalité, d'injustice et de désespérance. Soyons clairs, le Parti socialiste ne remportera la grande bataille de 2012 que s'il est le parti de l'espoir, le parti qui redonne à la France

et aux Français confiance en l'avenir, confiance dans la justice sociale, bien sûr, mais aussi confiance dans le progrès collectif et individuel pour les Français.

Le désenchantement le plus grave dans notre société, c'est que les citoyens ne croient plus en l'égalité. Aux yeux de nombre de nos concitoyens, au mieux c'est un rêve, au pire c'est un mensonge, et ce sentiment sape leur confiance en la République. Jaurès disait :

"Je n'ai jamais séparé la République des idées de justice sociale, sans laquelle elle n'est qu'un mot". C'est là tout l'enjeu de la bataille pour passer de l'égalité formelle à l'égalité réelle. La grande mission, le grand dessein des socialistes au XXI^e siècle, ce sera de donner une réalité aux mots inscrits au frontispice de nos mairies et de nos écoles : liberté, égalité, fraternité. Pour nous, ce n'est pas seulement une devise, ce doit être un projet. Car en passant un pacte avec la République, la France a passé un pacte avec l'égalité.

En disant notre conception de l'égalité, nous disons notre vision de la société du XXI^e siècle. L'égalité pour les socialistes, ce n'est pas le nivellement, contrairement à ce que prétend la droite, c'est une mise en mouvement, c'est le

progrès de toute la société vers le haut, c'est le refus de la prédétermination et de l'immobilisme social où chacun reste coincé dans son quartier, dans son origine, dans sa classe sociale. C'est le mouvement qui permet à chacun de ne plus être prisonnier de sa condition. Et c'est une dynamique donc, pour la société et pour chaque citoyen. Nous n'aurions jamais dû laisser la droite manipuler ces mots que sont le travail, le mérite et l'ascension sociale, car avec l'égalité ils sont au cœur de la promesse Républicaine et au cœur de l'identité de la gauche.

Donner davantage à celui qui en a besoin, distinguer celui qui mérite, viser à porter plus haut chacun des enfants de la République : voilà l'égalité du XXI^e siècle, quand la droite propose toujours plus à ceux qui ont tout et la reproduction sans cesse plus grande des inégalités.

Nous disons aussi dans ce texte quelles valeurs nous voulons pour une société qui perd ses repères. Oui nous voulons une école ouverte sur le monde et la société. Mais nous refusons qu'elle soit chavirée par tous les maux de la société, indexée à toutes ses dérives : le consumérisme, l'hyper individualisme, le communautarisme, l'érosion de l'autorité parentale, la violence sociale et la violence tout court. L'autorité de l'enseignant n'est, pour nous, pas inférieure à celle du prêtre, comme l'a prétendu Nicolas Sarkozy à Saint-Jean de Latran. Nous restaurerons les valeurs de la laïcité, comme le rôle et l'autorité de l'enseignant. Face à la droite qui supprime aveuglément 100 000 postes en dix ans, 10% des moyens de l'Éducation nationale, en même temps qu'elle grève les finances publiques par ces cadeaux fiscaux aux plus riches, nous devons porter haut notre projet pour l'école. Elle sera notre première priorité et merci à Bruno Julliard de nous avoir aidé à repenser notre projet pour l'école, car elle est aujourd'hui la

première inquiétude des Français. Le bilan de huit années de droite, c'est une France qui s'inquiète à la fois de pouvoir conserver sa note triple A et qui frémit devant sa note PISA.

Ces valeurs, ce message d'égalité, c'est aussi un message de rassemblement des Français, un message d'unité de la société face aux fragmentations qui la détruit. C'est un message de cohésion et de réconciliation des Français que Sarkozy a passé son temps à diviser. La division c'est cette société communautariste que Sarkozy impose par le haut, où chacun est désigné par ses origines. La société française est, depuis toujours, une société diverse et métissée : il faut se battre pour protéger son modèle particulier contre les segmentations ethniques et les discriminations. Les Français de tous horizons vivent ensemble et nous ne laisserons rien ni personne les dresser les uns contre les autres. La division Sarkozyste, c'est aussi celle qu'il a tenté d'installer entre la France des assistés et la France qui se lève tôt. Il faudra combattre cette vision et recréer une solidarité entre classe moyenne et classe populaire que Sarkozy ne cesse d'opposer car il sait que l'alliance entre ces classes est une menace pour la droite.

Il y a dans notre pays de nombreux citoyens qui se sentent oubliés, parmi ceux qui se définissent comme appartenant aux classes moyennes, qui contribuent à la solidarité mais qui ont le sentiment de ne bénéficier d'aucune aide, ceux qui ont peur du déclassement et qui sont à la lisière de la précarité, qui ont encore un travail mais qui vivent dans la peur de le perdre. À ceux-là nous devons dire : le sarkozysme était un mirage, maintenant vous le savez, la gauche sera une réponse à vos aspirations au mieux-être et au progrès ».



Christophe Borgel

« J'ai le plaisir, ce matin, en annonçant ces résultats, de vous indiquer que c'est la Convention Égalité réelle qui a le plus mobilisé nos adhérents et nos militants. Nous en sommes à notre quatrième Convention sur notre projet. Nous avons eu 62 082 votants pour le Nouveau modèle de développement animé par

Pierre Moscovici, 58 855 votants sur le texte de la Renovation, animé par Arnaud Montebourg, 63 373 sur le texte International coprésidé par Laurent Fabius et Jean-Christophe Cambadélis, et 64 835 votants sur le texte pour l'Égalité réelle, animé par Benoît Hamon. 51 412 de ces votants ont approuvé ce texte, soit 80,22%. Il y a eu 4 544 non et 8 129 abstentions. Nos adhérents ont donc approuvé à une très large majorité ce texte sur l'égalité réelle : merci à eux. Merci à toi Benoît pour ce travail ».





Benoît Hamon

« Je voudrais restituer ce qui a été le travail des militants, des sections et des fédérations, et le travail de la commission des résolutions, qui s'est réunie toute la journée d'hier (vendredi 10 décembre ndlr) pour intégrer et examiner plus de 600 amendements qui nous ont été envoyés par les fédérations, élaborés par les sections.

Plus de 600 amendements visaient ce texte, qui était un texte dont il n'était pas forcément très simple de s'emparer tant il couvrait un champ large de préoccupations, du handicap à la question de l'éducation, au logement, à la santé, la question des salaires, de la fiscalité, de la lutte contre les discriminations.

Il y avait une multitude de portes d'entrée dans ce texte. Ce texte propose une multitude de points de contact avec la vie réelle des Français, et sur bon nombre de ces sujets, chacun d'entre nous a un avis qu'il a la plupart du temps exprimé et qui a amené à ce que les fédérations votent et nous transmettent près de 600 amendements.

Nous avons mis délibérément des sujets de côté. Il y avait la question de la justice, la question de la sécurité, traitées ailleurs. Sur la santé, sur les questions de bioéthique ou sur les questions de culture, nous arrêterons notre expression dans les semaines et les mois qui viennent. De la même manière sur l'enseignement supérieur, la recherche, la justice, les sports.

Puisque c'est le moment de restituer le travail des fédérations, qu'il me soit permis de faire quelques remerciements. Évidemment remercier les rapporteurs de ce texte, les Secrétaires nationaux du Parti socialiste, les permanents du parti, des intellectuels. La contribution de ces intellectuels était, à mes yeux, beaucoup plus utile que les commentaires désabusés de ces intellectuels qui occupent les plateaux de télévision depuis une vingtaine d'années.

Certains des amendements ont été rejetés parce qu'ils n'étaient pas dans le sujet de la convention ou alors ils étaient sur une position totalement contradictoire avec la ligne du parti, ou étaient tellement minoritaires qu'ils ne pouvaient pas être intégrés.

Sur les 600 amendements déposés, 197 ont été intégrés. Parmi ces amendements, plusieurs portent sur la question de la laïcité dont nous ne parlions pas suffisamment. Nous avons repris plusieurs amendements des fédérations, et notamment des amendements portés par Jean Glavany.

Nous avons également intégré plusieurs amendements sur la démocratie sociale et la gouvernance d'entreprise. Je remercie les fédérations qui ont travaillé sur ces questions, et plus particulièrement Pierre Moscovici qui a pu, par ses amendements, améliorer encore ce texte.

Je veux saluer aussi tout particulièrement la contribution qui nous a été envoyée sur ce texte par François Rebsamen. Nous avons aussi amélioré la partie sur la Sécurité sociale professionnelle. La FNESR, avec les représentants des régions, des départements, des collectivités locales, nous avait transmis plusieurs amendements que nous avons intégrés, comme la Fédération des français à l'étranger et le pôle écologique.

Nous avons voté et intégré des amendements sur la question de l'égalité des gens, des familles, peut-être pas tous, mais nous aurons encore d'autres occasions d'améliorer l'expression du parti.

Sur la question de la protection de l'enfance, de l'éducation, de l'économie sociale et solidaire, sur la question des discriminations et de la HALDE, là encore, nous avons intégré plusieurs dizaines d'amendements.

C'est, je crois, aujourd'hui, un texte qui correspond à la réalité du parti. Je veux remercier toutes celles et ceux qui ont travaillé sur ce texte, parce que c'est de l'intelligence politique brute.

Bien sûr ce texte ne s'impose à personne, mais je veux juste dire une chose, parce que c'est notre tradition politique : personne ne pense, au Parti socialiste, qu'un seul homme ou une seule femme est plus intelligent que tout le monde. Personne ne le pense. Mais de fait, parce qu'il est le produit de notre intelligence collective, il est le lieu dans lequel iront puiser nos candidats, pour mettre en œuvre une politique et une campagne qui sera une campagne de gauche. Le Parti socialiste ne proposera pas en 2012 une réponse qui consiste à dire : nous avons la femme, ou l'homme, qui est la solution à vos problèmes.

C'est dans notre projet politique que se trouvent les solutions aux problèmes des Français, et pour commencer, parce que c'est l'intérêt général, les problèmes des classes populaires et des classes moyennes ».



Patrick Mennucci

« Je voudrais d'abord dire la satisfaction de notre courant pour le travail qui a été fait par Benoît. Notre parti est vraiment sur la bonne voie en ce qui concerne la démocratie. Depuis trois ans, Nicolas Sarkozy applique une politique qui veut imposer l'inégalité dans ce pays. C'est notre intérêt d'avoir aujourd'hui ce texte qui montre comment les socialistes, eux, veulent

imposer l'égalité. La volonté de distinguer les Français d'origine européenne et les Français d'origine maghrébine et africaine a été un des éléments centraux de la politique de Nicolas Sarkozy ces trois dernières années. Nous avons proposé un amendement, voté par de nombreuses fédérations, notamment celle des Bouches-du-Rhône, sur les Chibanis qui vivent des situations difficiles. Merci Benoît de l'avoir intégré.

J'ai un petit regret sur la question de l'apprentissage de la langue arabe, puisque la commission des résolutions n'a pas retenu cet amendement. Or sur cette question, on peut répondre Éducation nationale. On étudie des langues rares, le russe, le chinois, mais la langue arabe n'est pas dans la même situation. Parce qu'il y a d'abord des enfants et des locuteurs arabes par millions. Parce que les enseignants de langue arabe sont les moins nombreux parmi les enseignants de langues rares.

Le Parti socialiste a besoin de donner des signes de compréhension à ces Français. J'insiste pour qu'on puisse regarder cette question car c'est une question culturelle et économique. Nous avons en face de nous un marché considérable au Maghreb. J'appelle donc à ce qu'il y ait une phrase là-dessus dans le texte. D'autant que Marine Le Pen vient à nouveau d'éructer un délire mégalo-maniaque d'une rare violence à l'encontre des Français de religion musulmane. Dire que ceux qui prient dans la rue le font comme des troupes d'occupation allemandes, c'est d'une rare ignorance, ou d'une rare violence. Ils prient dans la rue parce qu'ils ont une salle de prière de vingt mètres carrés, et qu'ils n'ont pas de mosquée à Marseille, ça fait quarante ans que nous attendons une mosquée que nous n'avons pas. Il est également insupportable de les comparer à des troupes d'occupation, c'est le 151^e bataillon de tirailleurs algériens qui a libéré Marseille. Ce sont ces hommes qu'on a envoyés sur la colline de Notre-Dame de la Garde, là où c'était le plus difficile, pour déloger les nids de mitrailleuses et les canons allemands. Et quand on regarde la liste de ceux qui sont tombés pour la libération de Marseille, pour un Marseillais qui était dans la Résistance, qui est tombé, et il en est tombé de nombreux, il est tombé deux tirailleurs Algériens. Cela veut dire que ces hommes ont payé le prix de la libération de notre territoire national, à un prix énorme. Cette femme-là est pire que son père ! C'est un véritable appel à l'émeute ! C'est pourquoi je crois que nous devons faire un petit effort dans le signe qui est donné à nos compatriotes ce matin ».



Germinal Peiro

« J'interviens en tant que Secrétaire national à l'Agriculture, à la ruralité et à la mer. Je me réjouis que le texte évoque le problème de l'équilibre des territoires car il n'y aura pas d'équilibre de notre société sans un certain équilibre des territoires de notre pays. On considère très souvent que le partage entre l'urbain et le rural se situe dans la proportion 80/20 parce qu'on se réfère

à l'INSEE qui considère qu'à partir du moment où 2 000 personnes sont regroupées dans des habitations distantes de moins de 200 mètres, cela forme une communauté urbaine.

Or la vérité, c'est qu'on est quasiment moitié-moitié. Les socialistes doivent prendre à bras-le-corps cette question d'équilibre des territoires. Il ne peut pas y avoir d'équilibre du territoire si on n'a pas des infrastructures correctes pour desservir ces territoires. Ce matin, je suis venu en passant par Toulouse. L'aller-retour Toulouse-Paris coûte 120

euros. Si j'avais pris l'avion à Rodez, j'aurais payé 450 euros. En matière d'équilibre des territoires, et en matière d'égalité entre nos concitoyens, il y a des péréquations à mettre en place. Cela concerne aussi les nouvelles technologies, la couverture en téléphonie mobile et l'accès Internet haut débit et très haut débit.

Mon deuxième point concerne l'emploi. On a dans les départements socialistes et dans les régions socialistes, une panoplie d'outils qui montre que les collectivités locales avec l'aide de l'État peuvent soutenir l'emploi dans nos territoires. Il faut que le Parti socialiste redise qu'il est le parti de la création. Il n'y a aucune raison qu'on abandonne à la droite tout le secteur des entreprises, du commerce et de l'artisanat. Nous sommes du côté de ceux qui créent des emplois sur le territoire.

Le troisième point concerne les services publics. Il faudra à un moment donné dire qu'il faut sanctuariser certains emplois publics. Je pense à l'éducation, à la santé et à la sécurité.

Pour faire vivre les territoires, il y a aussi l'ensemble des services aux personnes qu'il faut développer pour que ces territoires, soient non seulement attractifs mais qu'ils restent vivants.

Des camarades de la Nièvre ont émis l'idée, en matière de services, d'un bouclier rural. C'est une bonne idée, parce que le monde rural a besoin d'être protégé. Mais on ne peut pas bâtir une politique d'aménagement du territoire avec un bouclier. Le monde rural n'attend pas aujourd'hui qu'on le défende, il n'est pas à plaindre. Nous devons avoir une politique de développement et de dynamisation. Concernant la fiscalité, il faut une vraie péréquation. On s'est engagé à ce que, dans une période de dix

ans, chaque commune perçoive entre 80% et 120% de ce que perçoivent les autres communes de la même strate. C'est une bonne chose.

Je finis avec la réforme territoriale. Elle est inique, le Conseil constitutionnel a contesté la répartition des sièges dans six départements. Nous devons revenir sur ce texte, en supprimant notamment le Conseiller territorial ».



Géraud Guibert

« Je remercie Benoît et la commission des résolutions d'avoir intégré toute une série de nos amendements dans le texte de notre Convention. Il y a un an, tout le monde nous disait : le sort de la planète va être réglé grâce à la grande diplomatie française. Aujourd'hui, plus personne n'en parle et je n'ai pas entendu un mot du président de la République sur ce sujet.

À l'heure où le gouvernement détruit un certain nombre de filières qui avaient bien du mal à prospérer, comme la filière photovoltaïque, à l'heure où il détruit dans la région des Pays de la Loire la filière éolienne, à l'heure où l'ensemble des dispositifs fiscaux décidés par le gouvernement sont dirigés et utilisés principalement par les plus riches, je crois que nous devons être le fer de lance de la nouvelle économie verte et de la synthèse entre l'écologique et le social. Notre texte d'aujourd'hui est une étape.

La réflexion écologique apporte l'idée que l'égalité doit aussi servir à une nouvelle conception de la responsabilité : responsabilité individuelle vis-à-vis de la planète et vis-à-vis des équilibres naturels, responsabilité collective dans ce domaine.

Le deuxième point sur lequel je voudrais intervenir concerne la préparation de notre projet. Nous avons le Grenelle de l'environnement, dont nous savons bien les échecs. Nous devons avancer plus loin sur un certain nombre de sujets : que ce soit sur la fiscalité écologique, que ce soit sur la biodiversité, que ce soit sur la prise en compte du pic pétrolier. Nous proposons que notre parti soit à l'initiative d'un forum permanent pour le développement durable qui permette d'ores et déjà d'associer les syndicats, les associations, les élus dans notre réflexion collective et qui, contrairement au Grenelle, ne soit pas ciblé uniquement sur les questions écologiques et d'environnement mais soit consacré à une réflexion et un avis sur l'ensemble de la politique écologique et sociale. Seule la prise en compte de cette double priorité écologique et sociale peut permettre une nouvelle économie ».



George Pau-Langevin

« Je suis vraiment satisfaite que le Parti socialiste ait pu, dans ce texte, exprimer une politique tout à fait claire et déterminée s'agissant de la lutte contre les discriminations. C'est un sujet important, sur lequel nous sommes attendus, notamment dans les quartiers populaires où les gens ont l'impression que toutes les chances ne sont pas égales. Pendant longtemps,

nous avons divergé sur cette question, dans ce texte, nous sommes parvenus à quelque chose d'équilibré qui donne un avis positif sur un certain nombre de mesures concrètes que nous avons proposées avec les députés socialistes pour essayer d'avancer. Il est important qu'on dise que dans les marchés publics, on tiendra compte de la lutte menée par les entreprises sur les discriminations pour leur donner suite. Il est important que nous disions que

les discriminations doivent être mesurées. Le fait de dire que nous avons à faire vivre une histoire commune, à partir d'histoires qui souvent ont été vécues différemment par les uns ou les autres, est un point pour faire avancer la cohésion de notre société. Tout n'est pas parfait. Il n'est pas tout à fait vrai que selon qu'on soit né dans tel ou tel quartier, avec telle ou telle allure ou telle ou telle religion, on ait autant de chances de représenter la nation, de représenter son pays que si on a un autre profil. Je pense que sur cette question, notre texte gagnerait à présenter ce que nous ferions pour essayer de réduire cette fracture politique que certains ressentent dans notre pays.

Notre parti est très attendu là-dessus, notre parti porte les espoirs des quartiers populaires. Et il importe que dans les prochaines échéances, nous fassions en sorte que, véritablement, nos candidats et surtout nos élus représentent la France dans toute sa diversité. C'est un engagement qui devrait ressortir de cette convention et je compte vraiment sur le texte définitif pour pouvoir porter cet espoir et affirmer cette volonté ».



Jacques Auxiette

« Tous les sujets traités dans cette Convention sont au cœur de l'action publique conduite au quotidien par les nombreux élus locaux socialistes et républicains. De notre point de vue, le texte n'est pas assez précis sur le rôle pourtant déterminant des collectivités territoriales dans la mise en œuvre de ces propositions. Nous avons souhaité préciser les réalités vécues au quotidien par plus

de 60 000 élus locaux socialistes et divers gauche qui œuvrent tous les jours en faveur de l'égalité. Notre action locale est reconnue. Pillons les bonnes idées et les bonnes pratiques des uns et des autres, nous n'en serons plus forts et mieux compris ! Il n'existe plus aujourd'hui en France de mesures nationales voulues par l'État, et notamment dans les domaines de cette Convention, qui puissent être mises en œuvre sans les collectivités locales et les acteurs des territoires. Les propositions faites autour de l'école s'appuieront obligatoirement sur la

responsabilité de l'État. Mais les collectivités locales financent pour l'essentiel les moyens à mobiliser pendant le temps scolaire, et hors du temps scolaire en complément de ceux de l'Éducation nationale. Elles renforceront l'égalité face au savoir si et seulement si nous rendons obligatoire l'adaptation des dispositifs et des priorités de chaque projet éducatif local aux réalités de son territoire. L'allocation d'autonomie pour les jeunes devra être articulée aux dispositifs locaux, notamment au pacte pour l'autonomie pour les jeunes qui figurait dans notre programme électoral de mars dernier. En matière de santé, la définition des programmes et des modalités de gestion des équipements s'inspirera des nombreuses expériences réussies que nous conduisons. Les collectivités locales dirigées par les socialistes sont un laboratoire d'idées et un laboratoire d'actions. Prenons l'habitude de mieux les utiliser, ayons pour objectif de définir un nouveau pacte de confiance et de responsabilité entre le gouvernement central et les pouvoirs locaux ».



François Bonneau

« Chers amis, chers camarades, je veux me placer dans la complémentarité de Jacques Auxiette. Nous savons très bien que nos concitoyens ont vis-à-vis d'un projet, d'un programme, dès lors qu'il est présenté de manière trop abstraite, beaucoup de doutes. Ce doute est creusé aujourd'hui par le discours de la majorité, et par Nicolas Sarkozy très directement. Dans l'action

concrète, c'est exactement l'inverse. Nous serons prêts pour 2012, dès lors que nous saurons à la fois tenir le projet, et à cet égard le travail qui est fait dans ces Conventions est essentiel, mais nous serons également en situation, sur le terrain, de faire des propositions extrêmement concrètes. Ce que nous portons comme responsabilités au niveau des villes, des départements et des régions, ce que nous engageons dans la foulée des victoires des régionales, ce que nous engagerons dans la foulée des victoires des cantonales, est essentiel. Ce que nous portons au niveau des régions, ce que nous portons au niveau des départements comme actions en direction de la jeunesse, comme

actions en direction de l'égalité des chances par l'éducation, comme actions en direction du social, est absolument essentiel. Nous devons pour 2012 tenir un discours concret appuyé sur des réalités. Nous devons le faire avec détermination. Nous devons le faire également en montrant combien ce qui vient d'être voté par la majorité aujourd'hui remet très concrètement en cause l'action publique, le service public, au niveau le plus concret, combien c'est inacceptable. Nos propositions doivent porter à la fois une vision et des contenus, à la fois sur des choses concrètes que nous faisons en tant qu'élus locaux, dans les départements, dans les régions, au niveau communal, mais notre projet doit également dire que pour aboutir, il nous faudra redonner tout son sens à la décentralisation voulue et créée, engagée par la gauche. Il nous faudra montrer combien l'action publique ne peut être tenue que par la coordination d'un projet national et d'une action locale ».



Daniel Le Scornet

« Souvent, les élus savent sur le terrain qu'ils ne peuvent rien faire sans les associations, sans les mutuelles, sans les coopératives. Le travail d'égalité sociale, mais aussi le travail d'égalité politique des citoyens se fonde largement sur ces secteurs, qui sont plus créateurs d'emplois d'ailleurs que le secteur marchand. Et quand on arrive au niveau national, ça fait pschitt.

C'est-à-dire que l'économie sociale disparaît comme un petit sous-secteur. Il y a une attente absolument décisive pour être réellement en égalité avec nous-mêmes, c'est-à-dire un socialisme qui était utopique mais qui ne l'est plus, c'est-à-dire un socialisme fondé sur la mutualisation, sur la coopération, sur l'association.

En sachant que dès aujourd'hui, l'économie sociale est leader dans des secteurs entiers de notre économie. C'est vrai dans le domaine financier, c'est vrai dans le domaine de la santé, dans le domaine

du soin, des personnes.

Il semble décisif de quitter cette vision au niveau national d'un secteur qui ferait le yo-yo entre l'étatisme et le libéralisme et qui serait la marge de manœuvre, le palliatif de ce système. C'est un système qui peut porter une transformation sociétale profonde. Il faut prendre ce système comme un vecteur de démocratisation de l'économie tout entière, du social tout entier. Il n'est pas mal qu'il y ait un candidat qui soit issu justement de cette société civile, à égalité de chances avec les autres candidats, pour qu'on donne à la société civile son importance nationale et européenne, avec les statuts européens de la coopération obtenus. Fondamentalement, je crois que notre projet, s'il sort de cette vision du tout politique qui bloque pour une part la société, et s'il articule de façon très neuve l'individu démocratique, la société civile organisée et le politique permettra d'avoir un modèle, une transition vers un modèle moins carboné, vers un modèle moins court-termiste, et donc vers un modèle où l'égalité et la démocratie ne sont pas seulement des moyens mais des finalités ».



Gérard Collomb

« Quelques mots simplement pour préciser les conditions dans lesquelles nous allons revenir au pouvoir. En 1981, il y avait une situation économique qui était dégradée : on connaissait l'inflation, on connaissait le chômage, mais il y avait un certain nombre de réserves financières. C'est dans un tout autre contexte que nous allons arriver au pouvoir.

Si l'on regarde la situation des différents pays européens, on se rend compte qu'aujourd'hui notre pays est peut-être le pays qui demain va se trouver attaqué par les marchés financiers. En effet, quand on regarde l'étendue de notre dette, l'étendue de nos déficits annuels, on s'aperçoit que nous sommes sans doute le prochain pays sur la liste.

Si on regarde par exemple la comparaison entre la France et l'Italie, l'Italie a une dette plus élevée que la nôtre, mais a un déficit qui est moins important. À partir d'octobre, nous vivons à crédit. Nous avons atteint un stade où notre dette fait 83% du PIB. C'est dans ces circonstances-là que nous allons arriver au pouvoir. Cela doit bien évidemment conditionner la façon dont nous allons présenter notre projet. Si nous sommes incapables de pouvoir nous donner des priorités, et que nous disons dans notre programme que nous allons tout faire, si notre projet se présente comme une succession de mesures qui toutes apparaîtraient ou seraient présentées comme plus prioritaires les unes que les

autres, personne ne nous croira.

Alors, ordonnons nos priorités. Pour moi, il en est une sur le plan économique, une autre sur le plan social. D'un point de vue économique, ce qui aujourd'hui est tout à fait fondamental, c'est d'empêcher que notre compétitivité continue à se dégrader. Il va falloir faire un effort pour redresser notre appareil économique, pour faire en sorte qu'on se repositionne non plus sur des produits moyens, mais qu'on monte en technologie, qu'on monte en qualité. Cela veut dire un effort considérable sur notre université et notre recherche, c'est-à-dire aussi la nécessité de faire en sorte que cette recherche soit une recherche au service de l'économie.

Deuxième point, sur le plan social. Ce sont les dix millions de personnes qui vivent dans des quartiers qui sont des quartiers ghettosés. C'est là où il faut mettre la priorité. On parle d'efforts sur l'éducation. Il faut nous attaquer de manière profonde, prioritaire, à une nouvelle mixité de notre société. Il faut rebattre les cartes de notre société. Cela doit être notre priorité : ramener dans les cœurs de ville, et aujourd'hui, ils sont en voie de désertification, un certain nombre de couches sociales populaires, et rénover nos banlieues de manière à pouvoir y faire venir un certain nombre de couches moyennes. C'est seulement à cette condition-là qu'on retrouvera un vouloir vivre ensemble, que l'on reconstruira le lien social à l'intérieur de notre pays. Oui, affichons quelques orientations prioritaires, montrons notre crédibilité économique, et alors nous retrouverons la confiance des Français ».



Henri Emmanuelli

« Nous n'allons pas découvrir aujourd'hui que c'est l'égalité qui fait battre le cœur du socialisme. Ce dont nous souffrons, ce n'est pas d'une sur-différenciation avec la droite, c'est plutôt d'une sous-différenciation. Je n'ai pas le sentiment que, hélas, l'opinion publique se tourne vers nous en disant : "La droite a failli, le libéralisme est dans l'impasse, regardons du côté de la social-démocratie." »

Pourquoi ça ne se passe pas comme ça ? Parce que souvent, au cours des dix dernières années, ou les quinze, nous avons souvent accepté les paradigmes du néolibéralisme. Aux yeux de l'opinion publique, il n'y a pas une différence telle que nous soyons aujourd'hui crédités d'avoir eu raison à côté d'eux. L'égalité c'est important pour nous, et je remercie Gérard Collomb de son intervention, parce que jusque-là, je me disais : "Tiens, nous sommes dans une petite bulle heureuse, qui ne reflète pas tout à fait ce que j'ai cru discerner dans le débat public au cours des dernières semaines." Car il avait bien été question de réalisme ou plutôt d'irréalisme ? Le réalisme, c'est fondamental, mais c'est très relatif, ça ressurgit toujours les veilles de congrès ou de séquençage, comme on dit en biologie. Je préfère la responsabilité. Mais qu'est-ce qui est irréaliste aujourd'hui ? C'est de prôner la retraite à 60 ans quand Renault met les gens dehors à 58 ? Ou de vouloir la mener jusqu'à 62 ? En l'occurrence, je pense que le réalisme, ça se discute. Quand je regarde ce qui s'est passé au cours des dix dernières années, où on a laissé s'accroître de façon exponentielle les liquidités, pendant toutes ces années, les réalistes, les experts, les super-cracks, avaient les yeux fixés sur l'évolution des salaires pour voir s'il n'y aurait pas d'inflation ! Mais ils ne s'étaient pas aperçus

que les liquidités mondiales augmentaient de 15% par an, alors que la croissance était à 4%. Où était le réalisme, où était l'irréalisme ?

Ensuite est venue l'affaire de la hiérarchisation. Je n'ai jamais vu une élection politique se préparer sans avoir des priorités. Dans le contexte actuel, il faudra encore davantage hiérarchiser parce que le contexte n'est pas favorable. Mais d'où vient ce procès qui ferait que certains seraient conscients de ce qu'il faut hiérarchiser et d'autres ne le seraient pas ?

Aujourd'hui, nos compatriotes sont très fragilisés. Ils nous regardent avec beaucoup d'attention. Nos exercices internes de concurrence les surprennent un peu. Et je n'ai pas le sentiment dans les dernières semaines que nous ayons marqué des points. J'ai l'impression au contraire que nous avons inquiété. J'ai l'impression que notre crédibilité a été un peu entamée. Je souhaite donc pour la présidentielle, qu'il y ait des candidats et candidates, pas trop quand même parce que ça ne fait pas très sérieux à l'arrivée. Mais au moins qu'on garde ses nerfs et qu'on respecte le calendrier. La préoccupation des Françaises et des Français, aujourd'hui, ce n'est pas de savoir qui est candidat ou candidate du Parti socialiste. Leur priorité aujourd'hui, c'est leurs inquiétudes. J'en appelle à la responsabilité. Pour gagner, il faudra prioriser parce qu'aujourd'hui les Français et les Françaises ont l'impression que notre pays est soit en arrêt, soit en marche arrière. Il faudra donc trouver les moyens de leur donner le sentiment que la marche avant est possible et que cette marche en avant menée par nous ira vers un peu plus de justice.

On parlait tout à l'heure de compétitivité. Je serais plus précis : un pays dont le taux d'industrie est tombé à 14% du PIB est un pays qui est en train de descendre irréversiblement la pente. Et l'une de nos priorités sera d'essayer d'inverser ça, et de le faire avec des efforts qui seront nécessaires et qui seront beaucoup mieux partagés ».





Pierre Moscovici

« Nous avons fait ensemble un travail sérieux, consistant, une masse d'amendements a été déposée, qui ne doit pas nous effrayer parce que cela prouve la vitalité de notre parti. Dans le cadre du premier débat, j'ai souhaité, avec un certain nombre de camarades, m'abstenir sur le texte qui avait été adopté par le Conseil national. J'ai déposé un texte que j'ai envoyé à la Première secrétaire, qui est sur le site

du parti. À l'époque, nous avons émis trois réserves, réserve sur la méthode, réserve sur la crédibilité, et enfin réserve sur la ligne directrice.

Si nous n'avions pas voté le texte, c'est parce que nous avons le sentiment que la concertation préalable et indispensable à l'élaboration d'une bonne synthèse n'avait pas été menée avec suffisamment d'énergie ou de soin. Je pense que nous sommes un parti qui n'a pas à avoir peur du débat. Quand des camarades émettent des réserves, cela peut arriver qu'ils ne soient pas intégralement d'accord.

Deuxième remarque sur la crédibilité, le réalisme, la responsabilité, et je concède que ces notions sont extrêmement relatives. Mais nous parlons d'égalité réelle. Il faut rappeler, chers amis, que lorsque cette idée d'égalité réelle a été ramenée dans le débat public, politique, par Dominique Strauss-Kahn en 2004, ce fut justement parce que le concept d'égalité lui-même ne suffisait plus.

Les inégalités en France sont puissantes, et si notre horizon ne change pas, il ne faut pas que nous promettons un grand soir de l'égalité. Ce qui n'est d'ailleurs pas ce qui est fait dans le texte. Il y a toutefois une exigence de vérité qui nous a amenés à faire des réserves. Le réalisme, quel qu'il soit, nous

en avons tous fait preuve au pouvoir, n'est pas un renoncement au progrès.

Enfin, nous avons des différends sur la ligne directrice, je vous les résume d'un mot : ils concernent la place de l'individu. L'individu, ce n'est pas un gros mot pour les socialistes, même si l'individualisme n'est pas notre tasse de thé. Un socialisme de l'émancipation, un socialisme qui donne à chacun les moyens de se réaliser, c'est celui que nous voulons.

Je me réjouis aujourd'hui des avancées qui se sont fait jour, de la contribution que nous avons pu faire au texte.

Qu'on me comprenne bien : je garde, à la fois sur notre processus de travail, comme sur le texte qui est soumis à notre vote aujourd'hui, des interrogations, et pour tout dire certaines réserves. Je pense que nous n'avons pas encore trouvé le point d'équilibre entre l'État et la société, entre l'individuel et le collectif. Nous avons ajouté des éléments, mais il y a encore un sentiment de juxtaposition.

Le travail de cohérence reste encore à faire. C'est l'objet de la convention des conventions. Ce texte n'est pas tout à fait une feuille de route, car le candidat, avec le parti, devra définir lui-même le chemin. C'est une boîte à outils dont le contenu s'est amélioré, mais c'est au moment de la Convention finale que nous devons mettre tout ça ensemble et assembler l'édifice. Je crois que nous devons le faire dans des conditions un peu différentes. Je sais que Martine y est sensible, et j'approuve cela.

En attendant ces réserves étant faites, et parce que la discussion menée depuis le Conseil national n'a pas été vaine, parce que je souhaite que le parti se retrouve et parce que je pense que l'égalité est une cause qui le mérite bien, nous voterons pour ce texte, parce qu'il a été modifié ».





Bruno Julliard

« Un projet de société qui porte en lui une volonté de justice, d'émancipation et de fraternité ne peut pas se développer sans une ambition éducative et culturelle majeure. Nous voulons une société d'hommes et de femmes libres et émancipés. Et finalement, la pire des injustices, c'est celle qui, par les chaînes de l'ignorance, emprisonne les individus dans la pénurie du savoir et

de la culture. Aucun droit, aucune liberté, fussent-ils constitutionnels, ne sont réels si les individus ne sont éclairés pour pouvoir les apprivoiser. Et c'est par le savoir que les esprits s'élèvent, que les libertés s'accomplissent et que la vie de chacun s'émancipe des pesanteurs sociales. Être socialiste, c'est refuser que le destin des individus soit directement lié aux conditions d'origine sociale.

Bien sûr, c'est sur tous les fronts que cette bataille devra être menée. Mais nous savons également que c'est peut-être d'abord, et avant tout, par l'éducation que nous pourrions construire de nouvelles chances pour chacun.

Aujourd'hui, notre école ne permet pas de répondre à l'ensemble de ces objectifs. Malgré des réussites incontestables, notre école traverse une crise très grave.

Deux raisons à cela : d'abord la politique de la droite qui a très largement amplifié les difficultés de l'école. Mais les racines sont beaucoup plus profondes.

Structurellement, l'école ne permet pas de répondre à l'objectif démocratique de la réussite du plus grand nombre. Parce que notre système scolaire sélectionne essentiellement par l'échec et n'est pas capable d'assurer un véritable suivi individuel de ses élèves. Mais plus grave encore, notre école produit elle-même des inégalités au-delà de sa capacité de reproduction de ces inégalités.

Dans ce pacte éducatif, nous proposons un projet éducatif global qui doit, non pas uniquement s'adresser aux scolaires, aux enseignants ou aux parents, mais à toute la Nation et à tous les acteurs éducatifs.

L'objectif, c'est la réussite de tous. Je citerai à partir de là trois grandes priorités. La première est la scolarité obligatoire. Plus les fondements sont solides, plus la capacité des élèves à réussir sera importante.

C'est dans les pays où on investit le plus dès le plus jeune âge que les résultats sont les meilleurs. Nous ferons donc une priorité absolue de ce début de la scolarité. La priorité à l'école primaire, ce sera une refonte des programmes, ce sera la fin de la semaine des quatre jours pour la mise en place de cinq jours éducatifs, négociés notamment avec les collectivités et les partenaires de l'école.

Priorité également aux transitions, notamment entre l'école primaire et le collège, avec un décloisonnement des enseignements, une personnalisation des enseignements, et un pouvoir d'agir plus important pour les enseignants. La deuxième grande priorité est celle de la justice de notre école sur l'ensemble du territoire. Notamment en disant que nous devons donner plus aux établissements qui en ont réellement le plus besoin. La politique des ZEP a été une politique progressiste. Il faut aller plus loin, vers une plus grande individualisation de la dotation de ces établissements. Il faut un outil de régulation, il faut une nouvelle carte scolaire et de nouveaux outils pour permettre une réelle mixité sociale dans les établissements.

Enfin, la dernière priorité concerne le pacte éducatif en tant que tel. Nous devons créer de nouvelles alliances éducatives, notamment à l'échelle des territoires. Il faut faire vivre ce magnifique projet qu'est celui de la coéducation avec l'ensemble des partenaires et des acteurs de l'éducation.

Les enseignants seront évidemment au cœur de notre projet. Il faut revaloriser un métier tant d'un point de vue économique, salarial, mais aussi dans l'estime que la société, que notre Nation, ont pour ce métier extraordinaire. Nous proposerons donc une grande négociation sur les missions des enseignants, sur l'organisation de leur service et sur la revalorisation de leur métier.

Cela passera par exemple par une remise en place immédiate, dès la victoire de la gauche aux élections nationales, d'une formation professionnelle initiale et d'une formation continue de qualité. Cela passera également par une plus grande confiance et un plus grand pouvoir d'agir à l'échelle locale dans les établissements en disant aux enseignants : vous pouvez, vous devez être, comme cela était cher à Victor Hugo, les "Jardiniers en intelligence humaine". Et pour cela, il faut que vous ayez les moyens de pouvoir agir.

Le préalable à tout cela, ce sera de restaurer la confiance. Notamment, en permettant que les réformes éducatives ne soient pas, comme c'est le cas depuis 2002, systématiquement synonymes de régression, en démontrant que le seul objectif que nous poursuivons est la réussite du plus grand nombre, et la réussite de tous, défi essentiel pour les socialistes qui bataillent chaque jour pour une société plus juste ».



Sophie Binet
Conseillère principale
d'éducation

« Je pense que notre métier est aussi une façon d'incarner le combat socialiste au quotidien. Je travaille sur un territoire stigmatisé et instrumentalisé au quotidien, la Seine-Saint-Denis. Je travaille dans un type d'établissement dont on ne parle jamais : les lycées professionnels. Les élèves avec qui je travaille vivent la précarité au quotidien. On accueille 80% de catégories socio-professionnelles défavorisées, plus de 50

nationalités et origines différentes. À cela s'ajoute une précarité affective inquiétante avec des situations familiales souvent difficiles. Ces élèves vivent souvent l'affectation en lycée professionnel comme une punition. Leur arrivée en lycée professionnel marque la fin d'un parcours scolaire qui a été marqué par des difficultés auxquelles on n'a pas su répondre. La première revendication de nos élèves, des familles et des personnels, c'est d'abord l'égalité. Parce que dans mon établissement, il y a plus de 50% d'enseignants qui sont contractuels et qui vivent aussi la précarité. Parce que dans mon établissement aussi, il y a une moitié de néo-titulaires, qui viennent juste d'avoir le concours et qui maintenant n'ont plus de formation. Dans ce type d'établissement, on met aussi des mauvais chefs d'établissement. Parce qu'on est sûr que personne ne se plaindra, et que jamais un parent d'élève n'appellera l'inspection académique ou le rectorat pour se plaindre.

Il faut faire en sorte d'apporter de vraies réponses éducatives dans les endroits où on en a le plus besoin. L'école peut être un levier de réussite. À l'échelle d'un établissement, on peut mettre en place des pédagogies différentes, développer le sentiment d'appartenance, individualiser les réponses éducatives.

Depuis dix ans, on vit au quotidien les attaques de la droite. On traverse pour la première fois une régression éducative sans précédent. La part de PIB investie dans l'éducation est en baisse depuis dix ans. La part des jeunes scolarisés est en baisse pour la première fois. Le slogan "80% d'une classe d'âge au Bac" est loin d'être une réalité aujourd'hui car on est à 60%. Il y a toujours 40% des élèves qui n'ont pas le Bac. Alors que les enseignants étaient décrits il y a quelques mois comme étant sans rêves ni moteur, nous attendons que le Parti socialiste redonne une ambition avec des objectifs chiffrés et quantitatifs et qu'on dise très clairement que la place d'un jeune est à l'école. L'école est obligatoire seulement jusqu'à 16 ans. Il y a des réponses à apporter pour les jeunes jusqu'à 18 ans et il y a des pistes intéressantes dans le texte.

On attend une ambition pour rompre avec ce système élitiste qui fait qu'on ne s'intéresse qu'aux meilleurs de la classe. Il y a des leviers dans le texte qui sont bien identifiés. Il y a la formation et le recrutement, ensuite, l'individualisation des réponses éducatives. Et enfin, la mixité sociale et l'hétérogénéité, parce que la différence de traitement et de situation des établissements scolaires doit nous interpeller sur la situation de notre société. Il y a des fossés grandissant aujourd'hui et qui ne sont pas acceptables dans une société démocratique ».



Éric Favey
Secrétaire général adjoint de
la Ligue de l'enseignement

« Pour nous, traiter de la question de l'égalité et de l'éducation, c'est combiner trois choses : mesurer les enjeux, ne pas stationner dans un état des lieux connu, arriver à combiner une ambition sans limites et une dynamique des possibles.

Un jeune de 18 ans qui quitte le lycée ou la scolarité obligatoire, a passé autant de temps derrière des écrans qu'à l'école. Dans la façon dont un individu se constitue aujourd'hui,

l'école est certes importante, mais elle ne joue pas le rôle unique dans une politique d'éducation. Nous sommes aujourd'hui en présence d'une concurrence féroce face à l'école. Il y a la concurrence du marché, du privé, il y a surtout une concurrence culturelle féroce.

L'école est malheureusement une espèce de carrosserie républicaine et démocratique qui masque une profonde centrifugeuse et une trieuse intraitable. Est-ce que nous sommes décidés, non pas simplement à changer de carrosserie, mais évidemment à faire en sorte que cette trieuse et cette centrifugeuse n'aient plus cours dans notre système scolaire et notre système éducatif? Si nous sommes d'accord avec cela, il faut rompre avec un modèle qui est celui de l'élitisme républicain fondé sur une méritocratie habillée de l'égalité des chances. Cela ne veut pas dire que l'école n'a pas à chercher à fabriquer les meilleurs. Mais pas au détriment

des autres. Les vaincus du mérite payent un tribut extrêmement lourd à une politique qui, certes, a été amplifiée depuis dix ans, mais qui dure déjà depuis de longues années, parce que c'est la matrice même de notre système scolaire et éducatif qu'il faut repenser. L'école est importante mais elle n'a aujourd'hui aucun sens indépendamment d'une politique construite d'éducation et de formation tout au long de la vie. Par rapport aux propositions que nous avons vues dans la Convention pour l'Égalité réelle, il nous semble qu'il faut aller plus loin dans quelques domaines. Quand on parle d'une école de la scolarité obligatoire, il s'agit d'unifier dans un seul et même système d'enseignement la scolarité obligatoire. Il s'agit de rompre avec un collège qui est la zone de tri du lycée. Cette école de la scolarité obligatoire est une école qu'il faut construire. Il faut au niveau du lycée franchir une étape, il faut inventer un lycée polytechnique. Quoi qu'on en dise, quand on parle d'égalité de dignité des filières, nous savons que cela n'est pas vrai. La culture technique, la culture esthétique et la culture professionnelle sont dans le bagage des humanités. Elles ne sont pas dans le bagage des suppléments d'âme. Penser une politique d'éducation et de formation tout au long de la vie, c'est ne pas dissocier l'école des autres temps de la vie. Il ne suffira pas, pour installer l'égalité, reconnaître aujourd'hui des personnels méprisés, rassurer des parents inquiets. Il faudra savoir donner confiance aux jeunes dans leurs capacités à peser sur l'avenir. Et faire en sorte que si un jour la gauche revient au pouvoir, les jeunes dans quelques années ne disent pas, comme dans l'homme révolté de Camus : "Alors qu'ils pouvaient tant, ils ont osé si peu" ».



Claude Lelièvre
Professeur à l'université
Paris V

« Les résultats de la dernière enquête PISA viennent de montrer que la France se caractérise plus que jamais par des résultats globalement très moyens mais surtout très inégaux. Que la France puisse être l'un des pays où les résultats des élèves en fin de scolarité obligatoire sont non seulement les plus inégaux, mais les plus inégaux en raison de l'origine sociale, peut paraître des plus surprenant puisque nous

nous targuons de lutter depuis des décennies pour l'égalité dans l'école et par l'école.

Or, ce type d'égalité qui domine à l'école et qui domine plus que jamais, c'est celui de l'égalité des chances. C'est-à-dire la question d'un recrutement socialement élargi des élites versus mérite individuel scolaire ou élitisme scolaire.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que le coût, en France, de l'élève de l'école élémentaire est inférieur de 15% à celui de la moyenne des pays de l'OCDE. Alors que celui des lycées est lui supérieur de plus de 15%. En France jusqu' alors, et plus que jamais ces derniers temps sous la droite, ce n'est pas la base du système scolaire qui a été privilégiée. Elle a même été particulièrement malmenée.

Plus fondamentalement, il faut que l'on cesse de considérer ou de prétendre que l'élévation du plafond assurera la hausse du plancher. Ce n'est pas de bonne architecture. Le texte proposé à la

Convention opère un début de conversion dont on doit mesurer l'importance.

Il s'agit de remettre le système scolaire sur sa base fondamentale, à savoir l'école obligatoire, en privilégiant la base de cette base, à savoir les apprentissages premiers.

Il est dit dans le texte : "L'école primaire est nettement sous-dotée. C'est pourtant là qu'il faut intervenir pour combattre l'échec scolaire ; là que les inégalités se créent et peuvent être résorbées. C'est donc là qu'il faut concentrer les moyens, en particulier sur le premier cycle des apprentissages."

Le texte fait déjà un certain nombre d'arbitrages prioritaires. Deuxième preuve : la redéfinition du périmètre de la scolarité obligatoire. À vrai dire, mieux vaut, me semble-t-il, parler d'école obligatoire car dans la symbolique école obligatoire dit davantage que scolarité obligatoire. Il s'agit d'une grande ambition dans ce texte pour l'école, commençant par des mesures très claires, mais qui prendra du temps. Dix ans au moins comme le dit volontiers Bruno Julliard, et à juste titre. La fondation de l'école républicaine et laïque ferryste a duré, elle, une bonne quinzaine d'années.

Or, cette refondation est nécessaire sous peine que le libéralisme et la marchandisation triomphent sans partage, car l'école obligatoire est historiquement la colonne vertébrale de l'Éducation nationale du service public. Il s'agit rien moins que d'une école obligatoire refondée à la hauteur du XXI^e siècle, garante de l'école républicaine et laïque de notre temps».



Pascale Gérard

« Un parcours de réussite pour tous, tout au long de la vie. C'est sans doute répondre entre autres à la question : comment éviter les ruptures, comment accompagner les transitions ?

Je vous propose rapidement d'évoquer l'après-école, les articulations formation initiale/formation continue, l'éducation permanente, la continuité professionnelle. En effet, si la qualification

aujourd'hui n'est pas une assurance tous risques pour une insertion rapide, on sait que l'absence de qualification professionnelle est synonyme de précarité tout au long de la vie.

La France se situe en bas du peloton européen dans ce domaine aux côtés de la Grèce et du Portugal et évidemment, bien loin de l'Autriche, des Pays-Bas ou du Danemark. Par ailleurs, nous avons en Europe le taux d'emplois précaires le plus important, plus de 70%. Il est donc indispensable d'engager ce que nous appelons un pacte national pour la continuité professionnelle, et de mettre en place de nouvelles garanties et protections collectives, et ceci de la sortie de l'école jusqu'à la retraite, dans l'objectif bien entendu d'accompagner l'insertion sociale professionnelle des jeunes mais aussi de réduire la précarité, et bien entendu de faciliter la

création d'emplois et de mobilité professionnelle. Nous savons aujourd'hui que la plupart des salariés n'effectueront pas leur carrière dans la même entreprise et quelquefois dans le même métier. Notre pacte aura donc à conjuguer de façon optimale les temps consacrés à la formation professionnelle et à l'activité.

Notre pacte ne garantira pas un emploi à tous, à tout moment, à chaque instant. Mais à l'instar de la Sécurité sociale, qui ne garantit pas une guérison instantanée à tous mais doit apporter des soins de qualité pour tous, notre pacte devra garantir un revenu décent à tous.

Un revenu décent pour tous, et évidemment un accompagnement de qualité pour tous les demandeurs d'emploi, qui exigera que Pôle emploi nouvelle formule retrouve les moyens nécessaires. Notre pacte au niveau des jeunes sera d'abord le parcours d'autonomie : une allocation autonomie pour tous et un dispositif nouvelle chance pour tous ceux qui seraient passés entre les mailles du filet de l'école. Pour les moins jeunes, et particulièrement pour les licenciés économiques, nous mettrons en place des contrats de sécurité professionnelle. Ce droit à la qualification pour tous sera formalisé par un compte formation individuelle. Être protégé du point de vue social dans une société d'individus, c'est faire en sorte que les individus disposent de droit des conditions sociales minimales de leur interdépendance ».



Manuel Valls

« Parler d'éducation, parler d'école, c'est évidemment parler de l'essentiel. "L'homme privé d'éducation ne sait pas se servir de sa liberté"; ces quelques mots du philosophe Emmanuel Kant expriment à la perfection l'immense enjeu que représente l'éducation pour toute société humaine. Elle n'est pas seulement le lieu

d'instruction, elle demeure le principal moyen de l'autonomisation pour chacun d'entre nous. Aussi, un sentiment profond d'indignation, de révolte, étreint chacun d'entre nous, confronté au triste constat de l'échec de notre système éducatif. Les liens qui unissent la gauche et l'école sont très particuliers : dès la troisième République, la gauche s'est posée en gardienne de l'école et l'a érigée en une institution souveraine et inviolable dont dépendait l'ouverture de la liberté d'esprit de tous les citoyens.

Depuis, dans la plus pure tradition républicaine, la bataille scolaire reste la mère des batailles. Elle est au fondement même de notre identité, être de gauche aujourd'hui c'est encore et toujours se révolter contre les atteintes inadmissibles portées à l'école. En bouleversant les perspectives de l'enseignement scolaire français, les fondateurs de la III^e République ont contribué à une sacralisation de l'institution scolaire qui a lourdement influencé le rapport de la société française à l'école.

L'école s'est vue confier la lourde tâche, à ce moment-là, d'élever le peuple, de l'extraire de sa condition et de former des citoyens. L'accès à un enseignement démocratique et de qualité est donc aujourd'hui encore une exigence fondamentale profondément ancrée dans les mentalités. La conviction qu'un parcours scolaire brillant est la clé de réussite professionnelle est extrêmement forte, y compris et surtout peut-être chez les parents des catégories sociales les moins favorisées.

Notre système éducatif traverse une crise profonde qui ne lui permet pas de tenir sa promesse républicaine. Les inégalités initiales se retrouvent à l'intérieur de l'école malgré l'implication des enseignants. Entre 1987 et 2007, les acquis en lecture des élèves de CM2 ont été divisés par deux pour les enfants d'ouvriers, alors qu'ils ont progressé pour les enfants de cadres. Chaque année, 150 000 élèves sortent du système scolaire sans aucune qualification, soit 20% d'une classe d'âge qui rend encore plus nécessaires les propositions que nous faisons en matière de formation professionnelle. Nous sommes confrontés à un paradoxe inquiétant : ces jeunes vivent souvent à l'intérieur même du système scolaire une situation d'exclusion qui peut durer plusieurs années et à l'issue de laquelle ils se

retrouvent en profonde déshérence.

C'est précisément là, dans ce débat, que je situe la différence fondamentale entre la politique éducative de la droite et la bataille scolaire que nous menons à gauche. Pour la droite, il s'agit essentiellement de créer les conditions d'une concurrence entre les élèves afin que chacun puisse atteindre les objectifs qu'il se fixe. Le combat de la gauche s'inscrit dans une logique qui réaffirme la nécessité de donner plus à ceux qui ont le moins, afin d'offrir aux jeunes des chances égales de réussite et d'épanouissement personnel.

Je conclus : la gauche a souvent semblé tétanisée, parfois même sans imagination sur cette question-là. Et pourtant, je suis profondément persuadé qu'en ciblant nos efforts sur les établissements et les élèves les plus en difficulté, en renouant avec les partenariats avec les collectivités locales, en redonnant confiance à notre système éducatif, en répondant davantage à l'attente de chaque élève, l'école renouera avec son ambition émancipatrice. Sur cette question fondamentale qu'est le lien entre la République et la jeunesse, entre la République et l'école, entre la gauche et l'éducation, entre la gauche et ceux qui attendent un projet à la fois réaliste, qui émancipe, qui donne de nouveau confiance en l'avenir, je suis convaincu que si nous allons avec ces propositions, avec cette capacité de conviction, en remobilisant la société, les enseignants, les parents d'élèves, le tissu associatif, les collectivités locales, alors au-delà de tous les débats qui peuvent nous séparer, au-delà de toutes les caricatures qui peuvent nous frapper, nous renouerons avec l'essentiel : redonner de l'espoir et faire de l'école le ferment de la République ».





Vincent Peillon

« Nous avons vu comment, depuis 2002, à chaque fois l'apologie des communautés, l'apologie des confessions, l'apologie de l'argent, l'apologie des intérêts particuliers est venue blesser en permanence les forces de l'intelligence dans notre pays. Pour ceux qui comprennent que l'axe majeur de notre

travail doit être à la fois de faire entrer la France dans sa modernité et dans le XXI^e siècle et de refonder le socle républicain, alors il y a espoir à entendre. Il y a espoir à voir enfin les socialistes réunis, mais réunis autour d'une immense priorité, la priorité à l'éducation. Cela suppose d'abord un certain courage, ce que j'aurais appelé d'ailleurs le courage de la vérité. Pour la première fois, tout en reconnaissant le travail infatigable d'un certain nombre de hussards et de hussardes de la République qui demeurent sur le terrain, nous avons été capables de dire qu'il est inacceptable pour nous d'être dans un pays où les enfants souffrent le plus de leur système scolaire par rapport à tous les autres pays du monde.

Il n'est pas tolérable d'avoir des enseignants qui sont à ce point abandonnés, quand ils ne sont pas fustigés par les pouvoirs publics, et dont les carrières, comme les conditions de travail, sont aujourd'hui extrêmement difficiles. Il n'est pas acceptable que les parents d'élèves se retrouvent dans des situations où eux-mêmes sont conduits à porter des jugements trop souvent négatifs sur le système scolaire et sur l'instruction publique.

L'Éducation nationale ou l'instruction publique est le cœur de la République. Pour établir la République dans la durée, il a fallu non seulement faire la révolution des intérêts, mais il a fallu faire la révolution des consciences. Comme nous n'avions pas de religion civile, comme les républicains avaient été incapables de lutter contre les forces de l'obscurantisme tenues par une Église toujours réactionnaire, il a fallu inventer l'école républicaine pour produire des petits républicains, et en son cœur, la laïcité. C'est ainsi que nous avons fait la République française.

Lorsque l'on attaque l'école française, on n'attaque pas les enseignants, on n'attaque pas les élèves, on attaque notre identité nationale, qui est républicaine, qui ne s'est jamais définie par rapport aux étrangers mais par rapport au savoir, par rapport aux Lumières, par rapport à l'égalité des droits. Il ne faudrait pas commettre l'erreur de demander à l'Éducation nationale tout ce que l'on ne demanderait plus à d'autres politiques publiques, car alors nous créerions nous-mêmes les conditions d'un échec. De la même façon, nous savons que les réussites des élèves sont liées à leurs conditions de vie familiale, à leur héritage socioculturel, mais aussi au logement et à l'urbanisme qui entourent l'école. Par rapport à ça, il faudra amener toutes ces politiques publiques dans une cohérence profonde avec notre priorité à l'éducation.

Pour mobiliser tout le monde, pour réussir la réforme, il faut un contrat. Ce contrat doit être simple ; il faut dire aujourd'hui : nous devons d'une part revaloriser la condition enseignante, mais en contrepartie d'une modification profonde du métier d'enseignant, reconnaître ses finalités comme ses conditions de travail.

La gauche doit porter cette grande réforme qui sera dans l'intérêt des enseignants. Nous devons revoir à la fois le temps d'enseignement mais aussi les méthodes d'enseignement et les programmes d'enseignement. Nous devons être capables de modifier profondément la condition enseignante par un contrat, la revaloriser, et de l'autre côté, être capables de revoir les rythmes scolaires, les méthodes pédagogiques, de revoir le contenu de nos programmes. Ce contrat, nous devons le passer avec les enseignants et nous devons le passer avec la Nation. Si nous le faisons, nous pourrons nous remettre en mouvement. La République reconquerra les territoires qu'elle a perdus et nous serons capables de faire jaillir dans notre pays ce qui lui manque aujourd'hui, ce qui s'appelait et ce qui s'appelle encore pour nous l'invincible espoir ».





Laurianne Deniaud

« En sortant de cette salle, nous allons pouvoir dire des choses différentes qui sont la promesse concrète, réalisable d'une société bien différente. Nous disons à ce jeune diplômé qui n'a pas la bonne couleur de peau, la bonne adresse qu'il existe une société différente où les candidatures pour un emploi sont traitées à égalité. Nous disons à cet étudiant, qu'on ne voit plus étudier parce

qu'il passe son temps à travailler dans un fast-food qu'il existe une société différente où les jeunes peuvent avoir un peu plus, pour pouvoir étudier et devenir autonomes. Nous le disons à ces lycéens et à ces parents qui vivent à la campagne, qui ne savent pas s'ils auront les moyens de pouvoir offrir à leur enfant l'opportunité d'étudier dans une ville, de se loger. Nous disons à ce jeune ouvrier qu'il existe une société différente qui ne le condamnera pas à quinze ans de précarité. Nous disons aussi au jeune qui a décroché de l'école qu'il y a une société où il n'est pas destiné à errer entre le chômage et l'intérim et où il peut retrouver le chemin d'une formation. Nous le disons à cette jeune fille qui squatte les canapés de ses amis, il existe une société différente où trouver un logement digne, abordable cesse d'être un bizutage générationnel. Nous le disons aussi au jeune créateur d'entreprise, il existe une société où on peut l'aider et lui faire confiance sans attendre qu'il ait 40, 50 ans et du capital à investir. Nous le disons à tous les jeunes de France : "Vous êtes l'avenir de ce pays, vos efforts, votre courage, votre travail, votre envie, vos talents, et votre énergie vont enfin être pris en compte". La peur et la fatalité ne font pas partie de notre vocabulaire. Nous ne voulons pas simplement modifier la société à la marge, nous voulons la transformer en profondeur. Il est temps pour les socialistes de dire qu'il va falloir construire une société qui assume de consacrer des moyens à l'avenir de notre pays et de notre génération. Alors nous assumons tout. Nous assumons le parcours d'autonomie. Nous assumons la bataille politique et nous assumons d'aller à contre-courant des idées reçues, des vérités d'éditorialistes, de la démagogie des critiques de la droite. Nous assumons de concentrer les moyens sur l'éducation dès le plus jeune âge, nous assumons la révolution pédagogique et la réussite de tous. Nous assumons aussi une nouvelle politique de santé. Nous assumons la lutte contre toutes les discriminations. Nous assumons un projet qui transforme vraiment

la société et qui redonne enfin de l'espoir à tous les Français.

Les socialistes bâtissent un projet, les jeunes socialistes se sont investis dans cette démarche avec nos conventions "Perspective 2012" sur le logement, la santé, l'emploi des jeunes et l'insertion et l'action sociale.

Nous voulons adresser un message fort dans notre projet, le projet de tous les socialistes auprès des jeunes de France. Au printemps, nous rassemblerons tout notre travail sur les sujets et les propositions des socialistes aux jeunes de France durant la journée "2012, la génération changement". Nous travaillerons avec tous ceux qui peuvent demain porter nos couleurs. On dit parfois que le peuple a la passion de l'égalité, certains cherchent même à l'opposer à la liberté, nous sommes au contraire convaincus qu'en étant tous des individus fraternels, autonomes, égaux, nous sommes plus libres. Nous savons que c'est là que réside l'audace du Liberté-Égalité-Fraternité. Nous sommes ceux qui mettons les libertés au pluriel, nous sommes ceux qui faisons souffler l'esprit de la fraternité, nous sommes ceux qui voulons faire vivre l'égalité, l'égalité la vraie, l'égalité vraiment ».



Pascale Boistard

« Chers camarades, chers amis, nous sommes à un moment important, le moment où nous devons redonner les clés du progrès à notre pays. Aujourd'hui, seul un constat d'échec, de crise, s'impose. Et nous ne pouvons pas nous y résigner, parce qu'aux racines du socialisme, il y a l'indignation contre l'inégalité, il y a la révolte contre l'injustice. Il y a ce sentiment intime et profond que le plus

fort ne doit pas imposer sa loi au plus faible. Mais parce que nous sommes socialistes et républicains, nous ne pouvons nous contenter de l'indignation, nous voulons la transformation de la société pour que celle-ci soit plus juste, plus solidaire, plus humaine et ainsi parvenir à l'égalité réelle. Les inégalités ont un impact direct sur chaque Français qui les subit. Comment pouvons-nous accepter aujourd'hui que dans notre pays existent des déserts médicaux ? Comment pouvons-nous accepter que 9 millions de nos concitoyens doivent renoncer chaque année à se soigner pour des raisons financières ? Comment pouvons-nous accepter que plus d'un million de Français soient en attente d'un logement social ? La pénurie des logements, la spéculation immobilière, la baisse du pouvoir d'achat renvoient dans l'impasse systématiquement les classes moyennes et populaires. Comment pouvons-nous accepter que les femmes dans notre pays soient encore les victimes des plus grandes violences ? Que leur salaire soit toujours en moyenne inférieur à celui des hommes de plus de 20% ? Comment pouvons-nous accepter que la question du handicap soit toujours une question mineure dans ce pays ? Comment pouvons-nous accepter aujourd'hui que les jeunes victimes d'homophobie aient treize fois plus de risques de faire une tentative de suicide ? Et plus généralement, que la jeunesse soit devenue un temps de malaise

alors qu'elle devrait être le temps du bonheur et de l'espoir ?

Jeunes de banlieue, jeunes issus de l'immigration, jeunes délinquants, jeunes criminels, la droite ne sait plus quelle épithète accoler au nom de jeunes pour les dévaloriser.

Camarades, il souffle dans notre pays comme un vent mauvais, un vent de haine. Quand Marine Le Pen, pour être l'héritière du parti de son père se fait l'héritière de ses ignominies, en comparant les musulmans aux armées nazies.

Un vent mauvais quand Brice Hortefeux est reconduit au gouvernement, condamné pour injures raciales pour la première fois dans l'histoire de la République. Un vent mauvais lorsque Nicolas Sarkozy accuse des enfants de troisième, quatrième génération, de ne pas aimer la France. Quand il fait cela, il n'aime pas la France, ses enfants et son système d'intégration républicaine.

Monsieur Sarkozy, la France métissée, la France du XXI^e siècle est belle : aimez-la ou quittez-la ! En 2012, de toute façon, nous ne vous laisserons pas le choix. Alors, camarades il est temps de porter sur la santé, la question du handicap, l'éducation, les discriminations et les services publics, nos propositions auprès des Français. Dans les villes et les campagnes, dans les villages et les quartiers, nous ne porterons pas des ambitions personnelles comme la droite, mais une ambition pour la France. Nous le ferons avec les Français pendant les cantonales, pendant l'adoption de notre projet, pendant les primaires.

Et en ce moment, je pense à cette phrase de François Mitterrand, prononcée pendant les émeutes de Bron en 1990 : " Sans la participation de tous à la République, il n'y aura pas d'identité, jamais de dignité, jamais de citoyenneté non plus ".

La droite a un pacte avec une poignée de puissants, nous aurons, nous, un pacte avec tous les Français, c'est notre mission de socialistes pour que la France retrouve enfin le chemin de l'égalité, c'est-à-dire le chemin du progrès et de la fraternité ».



Jean-Luc Gallais
Syndicat MG France

« La question générale est : quelles sont les conditions qu'il faut réunir pour que l'accès aux soins, l'accès aux soins au tarif opposable, l'accès aux soins correctement remboursés, l'accès aux soins coordonné, l'accès aux soins régulé, soient organisés en fait dans notre pays ? Le premier point qu'on peut noter en lisant votre programme est qu'il s'agit de sujets récurrents, de sujets ayant donné lieu à des débats,

il y a plus de quarante ans. En matière de nouvel âge de l'organisation sociale, vous avez listé un nombre de propositions qui m'ont rassuré pour certaines

d'entre elles. Car le diagnostic est exact, mais en quoi les solutions se différencient des solutions antérieures ? Tout le monde parle d'exercice regroupé, tout le monde parle de coordination, tout le monde parle de nouveaux modes de rémunération. Et on peut se demander, en réalité, ce que le professionnel de la santé a à attendre du politique. Mon premier point concerne l'organisation médicale renouvelée, le développement des forfaits. C'est une vieille histoire à laquelle la gauche n'est pas étrangère. Les limites du paiement à l'acte sont connues par tout le monde. Il me semble que ces logiques de forfait sont essentielles car elles créent une rupture dans l'organisation des soins, et MG France est un syndicat qui a porté depuis longtemps cette logique de diversification des rémunérations. Mais, en termes politiques, il faut se poser la question : quelle est la part respective en

réalité dans les revenus des médecins de demain du paiement à l'acte, et des rémunérations forfaitaires ou d'autres rémunérations à inventer. J'ai vu dans votre programme que vous aviez justement ouvert l'éventail des possibilités. Le forfait avec différentes modalités est une façon d'avoir des prestations médicales sans avance de frais pour le patient. Le deuxième point qui me semble important est le tiers payant. Le tiers payant est quelque chose qui a toujours été agité comme un chiffon rouge par rapport à l'exercice libéral. Il s'avère que curieusement, un certain nombre de tenants du libéralisme extrême considère que le tiers payant, c'est bon pour la biologie, c'est bon pour la pharmacie, c'est bon pour les actes techniques, mais ça ne serait pas bon pour la médecine générale. On peut s'interroger sur la résistance à l'introduction du

tiers payant en médecine générale ou des modalités d'avance de frais. Je vous rappelle par ailleurs que quand on regarde l'offre de soins, les médecins généralistes sont ceux qui sont géographiquement les plus accessibles, et qui soignent les plus précaires. À tel point que certains experts curieux ont considéré que certains généralistes s'étaient spécialisés dans la CMU. Ils ont confondu ceux qui travaillaient dans des régions difficiles avec de forts taux de chômage et de précarisation avec un choix professionnel. Je rappelle à ce sujet que malgré les désordres constatés dans les refus des CMU, les études montrent que moins de 2% des médecins de secteur 2 se livrent à ce genre d'exercice. MG France en tant que syndicat a toujours débattu sur ces sujets en étant à l'époque innovant et nous continuerons à l'être».



François Durpaire
Historien

« En 1956, Aimé Césaire quittait le Parti communiste et dans une lettre à Maurice Thorez, il expliquait pourquoi : "Où est mon malheureux pays la Martinique dans votre idéologie, dans vos programmes, dans vos préoccupations?".

Derrière cette interrogation, il y avait toute la question de l'identité qu'il jugeait insuffisamment traitée par

la gauche. Pour Césaire, l'oppression n'était pas seulement de nature socio-économique. À côté, il y avait d'autres formes de discrimination et c'est là une question essentielle pour la gauche : peut-elle choisir les inégalités qu'elle combat ?

Car aujourd'hui lorsque vous parlez de discrimination raciste, certains de nos camarades nous disent : vous racialisez une question sociale, tout racisme est une racisme social. On est en droit de retourner l'argument. Le texte proposé aujourd'hui est fondamental parce qu'en autonomisant la question de la discrimination, nous faisons aujourd'hui entrer la gauche et son combat pour l'égalité dans une ère pluridimensionnelle.

Quel est l'enjeu ? Si après 2012, vainqueurs, nous lançons une grande politique sociale sans avoir en amont éradiqué les discriminations, nous allons dépenser à perte. Car il y a deux réalités : la difficulté plus grande à obtenir un diplôme lorsque vous êtes pauvre, ce qui exige une politique sociale d'envergure. Mais il y a l'autre réalité : à même diplôme, lorsque vous êtes un garçon noir, arabe, issu d'un quartier, vous avez deux fois moins de chances d'obtenir un emploi. Avant de dépenser l'argent du contribuable pour réparer l'ascenseur social, il faut en amont s'assurer, par des dispositifs qui ne coûtent rien, que l'ascenseur s'ouvre sur un étage ouvert pour tout le monde. L'anti-racisme implique peut-être de ne pas voir la couleur de peau. Comme on ne lutte pas contre le chômage sans statistiques sur le chômage, on ne luttera pas contre la discrimination raciste

sans statistiques de diversité. Si la question de la discrimination n'est pas traitée nous avons tout à perdre car nous allons bâtir la France de demain en nous amputant de la majorité de nos enfants. Au-delà de mesures concrètes anti-discriminatoires à mettre en œuvre urgemment, c'est une vision de la France qu'il faut proposer aux français repliés sur leur identité particulière, leur proposer un lien commun.

2012 sera également l'anniversaire du Front National, les 40 ans du Front National. Nous nous sommes trompés en ressasant que ce parti était méchant au lieu de dire qu'il avait tort, que notre identité n'est pas une stabilité figée autour d'une seule couleur, d'une seule religion et d'un panthéon appris à l'école de dits héros nationaux. Que le fait que nos ancêtres ne soient pas seulement des Gaulois nous rend plus forts, plus imaginatifs sur la scène internationale. Que nos ancêtres sont bien ceux qui en août 1789 ont déclaré que nous étions libres et demeurions libres et égaux en droit, mais que nos ancêtres sont aussi les Neg'Marrons, qui en 1791 sont sortis des plantations, ont lutté contre l'esclavage et ont donné corps à l'universel de ces principes qui fondent notre République. Noirs et blancs aujourd'hui, nous avons des ancêtres communs, ces ancêtres communs nous imposent ce projet collectif pour l'avenir, le plus beau et le plus impératif : rendre l'égalité réelle».



Rokhaya Diallo
Association Les Indivisibles

« Je fais partie de la génération qui a été extrêmement déçue par le Parti socialiste sur la question des discriminations ethno-raciales. Ce sont des questions dont on estime qu'elles sont centrales à gauche et qui, pour le coup, ont été traitées de manière assez décevante par le passé. Le PS doit faire preuve d'exemplarité. Cela signifie crédibilité, et la crédibilité ne naîtra que si le PS, lors de sa campagne et s'il est amené à

gouverner, présente une équipe qui soit conforme à la réalité française.

J'ai l'impression qu'il y a un manque dans votre convention sur la laïcité. J'ai le sentiment qu'elle n'est évoquée que pour viser une certaine catégorie de la population. Or, la laïcité, si elle est un principe de séparation entre l'État et la religion, est surtout un principe d'égalité et non un principe d'interdiction. Elle doit permettre à toutes les minorités religieuses de s'exprimer, à tous les Français, qu'ils soient croyants ou non, de se sentir membres de la Nation française et protégés par cette laïcité. Mon association s'appelle Les Indivisibles parce que la France se dit laïque et indivisible. Cette laïcité ne doit pas diviser mais rassembler et garantir à tous la protection d'exercer une foi ou de ne pas l'exercer, fût-elle minoritaire.

Parmi les mesures que vous évoquez, il y en a une qui me tient particulièrement à cœur, je suis coauteur avec François Durpaire de l'Appel pour une République multiculturelle et post-raciale,

dans lequel figuraient 100 propositions émises par 100 personnes issues de la société civile ou de la politique. Il y en a une qui concerne les contrôles d'identité exercés par les policiers. En France, quand on est noir ou quand on est arabe, on a 6 à 8 fois plus de risques d'être contrôlé par un policier de manière injustifiée. Cette mesure est simple, il s'agirait simplement que les policiers qui contrôlent les citoyens leur remettent une attestation qui motive le contrôle et qui donne le matricule du policier. C'est un moyen de sanctionner les abus, et c'est un moyen de protéger les policiers puisque cela leur permet de se concentrer sur l'essentiel, qui n'est pas de poursuivre une politique du chiffre et de harceler ceux qui ressemblent le plus à ce qu'on appelle des étrangers. Cette mesure a été expérimentée aux Etats-Unis et en Espagne.

Enfin, pendant longtemps, on a considéré que les populations issues de l'immigration étaient des électeurs naturels de la gauche. Nicolas Sarkozy, par un simple coloriage, a montré qu'il pouvait brouiller les cartes. Il a fait ce qu'on attendait depuis très longtemps du Parti socialiste, en nommant dans un gouvernement des gens non blancs. Aujourd'hui, vous devez apporter la preuve que ces questions ne sont pas des questions périphériques, que vous n'êtes pas anti-racistes simplement par principe, mais que c'est une question qui pour vous est centrale. Et cela vous devez le prouver, non seulement en vous questionnant en interne, mais en portant au plus haut les mesures que vous proposez dans cette Convention pour l'égalité».



Caroline Fourest
Journaliste-essayiste

« Personne aujourd'hui ne prétend ne pas vouloir l'égalité. Mais il y a plusieurs chemins pour s'y rendre. Il y a une tentation actuelle qui est de dire : prenons des raccourcis. On a trouvé un petit sentier comme ça, qui nous mènerait à une clairière beaucoup plus vite, ça s'appellerait le sentier de la diversité. Mais quand la flèche nous indique un chemin diversité comme étant une solution

magique à toutes les inégalités et à toutes les discriminations qui sont sur la table, j'ai envie de mettre en garde parce qu'il y a aujourd'hui un bouillonnement qui annonce qu'une certaine vision du multiculturalisme a conduit les gauches européennes, et pas seulement, à un échec absolu, voire à un retour de flamme nationaliste qui peut ravager l'Europe.

Quand on parle de multiculturalisme, on ne parle pas de multiculturel. Nous sommes déjà une

République multiculturelle, c'est une évidence. La seule question qui se pose c'est : faut-il une politique publique multiculturaliste qui encourage le droit à la différence, qui assigne les gens à des identités reconstruites au lieu de s'attaquer au racisme, aux préjugés et aux clichés ? Il ne s'agit pas de dire : résolvons les questions économiques et sociales et on s'occupera des problèmes de racisme ou de discrimination plus tard. On peut avoir des moyens communautaires de revendiquer l'égalité. Et dans ces cas-là, ce n'est pas du communautarisme, c'est de l'universalisme, c'est de l'anti-racisme, c'est de l'égalité.

Il faut savoir faire la différence, et pour savoir faire la différence, il y a une boussole toute simple qui est l'émancipation et les droits des femmes. Il y a des organisations qui revendiquent une tolérance pour défaire l'égalité. Ils veulent retourner la tolérance au service de l'intolérance, et notamment pour faire reculer la mixité et les droits des femmes. Ces groupes-là bénéficient des failles d'une certaine vision du multiculturalisme qui confond tout, qui confond les revendications identitaires avec des revendications culturelles, avec des revendications idéologiques, politiques et religieuses. Dans ce multiculturalisme, il

y a le meilleur et le pire. Le meilleur, c'est toujours prendre conscience un peu plus des discriminations. Et dans le pire, il y a les solutions de facilité. Moi, j'aime beaucoup qu'on passe des heures et des heures à réclamer des statistiques ethniques. Est-ce qu'on ne sait pas déjà, sincèrement, que quand on porte un prénom maghrébin, on a beaucoup moins de chances de trouver un emploi, un logement ? Pourquoi est-ce qu'on mettrait de l'argent dans des statistiques qui vont reconstruire des catégories ethniques et flatter les préjugés au lieu de le mettre dans des programmes de lutte pour un accès au logement et au travail sans discrimination ?

Je ne crois pas que les citoyens discriminés de ce pays attendent du Parti socialiste ou de n'importe quel parti un saupoudrage cosmétique. Ce que l'on voudrait voir, c'est moins d'écart entre la base d'un parti et le sommet. Et pour ça il suffit simplement de réparer l'ascenseur, il suffit de réparer la mobilité à l'intérieur d'un parti comme dans la société, par exemple en luttant contre le cumul des mandats. À chaque problème particulier, communautaire, il existe des solutions universalistes.

La question de la laïcité fait partie de cette boussole. Dans la question de la mixité, des groupes de femmes qui se réunissent entre elles pour parler du viol ne sont pas la même chose que des associations qui demandent des gymnases pour organiser des tournois de basket réservés aux femmes voilées, pour en plus lever des fonds pour le Hamas.

En conclusion, je vais insister sur la question de l'école. Il y a des écoles qui sont en train d'organiser la division du corps citoyen. Ces écoles-là bénéficient notamment de niches fiscales, ça leur permet de prospérer et de faire prospérer la division parmi les citoyens. Il ne s'agit pas de réveiller la guerre scolaire, il s'agit simplement de concentrer sur l'école publique les moyens de l'État pour faire en sorte que l'école publique puisse résister à ces communautarismes.

Je sais bien qu'il n'y a jamais assez d'argent, mais la noblesse du politique, c'est de trouver l'argent là où il est pour le mettre là où il faut, et une gauche, qui est à la fois féministe, anti-raciste et laïque, qui irait prendre l'argent là où il est pour le mettre là où il faut, c'est une gauche qui va non seulement tous nous rassembler, mais c'est une gauche qui va nous préserver des retours de flammes nationalistes en Europe ».





Ségolène Royal

« Chers amis, chers camarades, merci d'abord à toi Benoît Hamon et à toute l'équipe qui t'entoure, pour la qualité de ce travail dont on vient une fois de plus d'avoir la démonstration.

Les socialistes, contrairement à une droite caporalisée, ont toujours su faire la convergence entre la liberté d'action et de parole des uns et des autres, c'est l'essence

même du socialisme, et en même temps la volonté de rassemblement et d'union, et je voudrais vous rassurer ici : unis nous sommes, unis nous resterons car les socialistes attendent cela de nous.

On m'a proposé d'intervenir sur les discriminations dont sont victimes les jeunes, et je pense en effet que c'est un sujet central pour l'avenir de notre pays. Pour bien comprendre l'enjeu de ce que nous disons ici, de ce que disent les socialistes dans l'ensemble de ces Conventions, je crois qu'il faut comprendre qu'il est difficile aujourd'hui pour les Français de croire à nouveau dans la parole politique. Il leur faut beaucoup de mérite. Et c'est pourquoi en quelques mots je voudrais rappeler quel est l'état de la France pour que l'on comprenne quelle est la portée des propositions que nous faisons ensemble.

D'abord, c'est une évidence, nous sommes frappés par une crise économique et financière très grave qui fait douter de l'efficacité des politiques nationales, qui fait douter aussi de la crédibilité du discours politique, y compris le nôtre.

Deuxièmement, nous avons dans notre pays un pessimisme jamais atteint. Les classes moyennes vivent un déclin très inquiétant. Les jeunes en France sont parmi les plus pessimistes d'Europe. Cela explique aussi le gros doute quant à la crédibilité de la parole politique. De plus, nous vivons aujourd'hui un recul en France de ce qui faisait partie des acquis les plus solides, des éléments clefs de notre identité nationale, et en particulier le recul de l'éducation. Je voudrais saluer l'excellent travail de Bruno Julliard qui rejoint le rapport de l'OCDE, qui montre qu'aujourd'hui, la performance du système éducatif français se retrouve en dessous de la moyenne européenne.

Deuxième acquis qui est structurant de notre identité nationale, c'est la Sécurité sociale, qui n'a jamais connu autant de recul qu'aujourd'hui, avec une réforme catastrophique des retraites, qui a pour seul objectif d'orienter vers la privatisation les systèmes de retraites et de santé. Ce que vivent les Français, parce qu'ils le sentent même s'ils n'en maîtrisent pas toujours les clefs techniques, renforce considérablement leurs inquiétudes.

En quatrième lieu, nous vivons une crise morale, qui est incarnée par un pouvoir qui a trahi toutes ses promesses, et qui du coup a profondément décrédibilisé la parole politique. Cette décrédibilisation

de la parole politique, on le sait, ne nous épargne pas. Et les Français ne sont plus prêts à croire des promesses politiques qui ne seraient pas appuyées soit sur un début de commencement de preuves, soit sur une pédagogie extrêmement claire.

Enfin, la crise démocratique est profonde puisque les Français n'ont été ni écoutés, ni respectés, on voit même les institutions les plus basiques de l'État ne plus fonctionner, comme on l'a vu avec le chaos provoqué par la gestion des intempéries, et un Premier ministre qui a fait porter la grave responsabilité de son inertie sur des services publics qui ont pourtant fait tout leur travail. On a eu d'ailleurs la même inertie et le même manque d'anticipation lorsque nous avons vécu la dramatique tempête Xynthia, qui a fait plusieurs dizaines de morts. Là aussi, le service public avait fait son travail et à aucun moment on a vu un préfet demander aux citoyens de quitter leurs habitations. Ce que je veux dire par là, et il y aurait beaucoup d'autres exemples à prendre, c'est que l'indifférence à l'égard du peuple, le mépris à l'égard des Français, provoque des dysfonctionnements dans l'appareil d'État et il est clair qu'en 2012, la République du respect sera entièrement à construire et à reconstruire.

Alors pour toutes ces raisons, les Français qui vivent des situations de violence sociale, attendent des solutions efficaces qui permettront de faire reculer le pessimisme et la défiance. Au fond, si j'avais à retenir ce qu'attendent de nous les Français, prioritairement, c'est d'abord de construire une société de confiance ; c'est ensuite de construire une France qui protège, ce qui inclut la sécurité, et enfin une Nation qui gagne la performance économique dans le monde. Et je voudrais dire d'ailleurs de ce point de vue que la décision gouvernementale qui a gelé en France tous les projets de construction de photovoltaïque, est un grave contresens économique puisque l'un des leviers principaux de la lutte contre le chômage, c'est la croissance verte. Voilà encore un exemple du dysfonctionnement de l'État.

Dans le cadre de ces quelques repères que je viens de dresser, il y a un point commun à ces trois objectifs d'une société de confiance, d'une France qui protège et qui apporte la sécurité et d'une Nation qui arrive à conquérir sa performance économique, c'est précisément la justice et l'égalité réelle. Car la confiance n'existe pas sans justice et sans égalité réelle. Même chose pour la protection : la protection et la sécurité ne peuvent pas exister sans justice et sans égalité réelle, car dans un contexte d'argent public rare, les services publics et les sécurités sociales, au sens large, doivent être financées par des contributions qui ne pèsent pas aussi lourdement sur le travail, contrairement à ce que vient de faire la droite dans le cadre de la réforme des retraites, mais qui pèsent de façon beaucoup plus équitable entre les revenus du travail et les revenus financiers.

Les Français vont nous dire " Mais vous voulez faire de l'égalité réelle, vous voulez redistribuer, vous voulez augmenter le pouvoir d'achat, mais ne faut-il pas d'abord produire et d'abord avoir de la croissance ? " Et bien précisément, là aussi, la performance économique

n'existe pas sans justice sociale et sans égalité réelle, car ce sont les inégalités qui minent la croissance économique. Ce sont les inégalités qui ont été à l'origine de la crise financière, ne l'oublions jamais. C'est la faiblesse des salaires des citoyens américains qui les a poussés vers le surendettement, qui a été à l'origine de l'effondrement et de la crise financière.

Je voudrais prolonger cette démonstration en posant une question sur la réalité de la différence entre la France et l'Allemagne. On nous dit : mais pourquoi l'économie est-elle plus florissante en Allemagne qu'en France ? Parce qu'il y a en Allemagne un dialogue social qui permet un autre rapport de forces plus égalitaire entre les syndicats et le patronat. Il y a dans ce pays l'État qui est garant d'un juste rapport de force, il y a une transparence sur la répartition des richesses, il y a des forces syndicales qui ont leur mot à dire sur la répartition salariale dans les entreprises. Il peut donc y avoir des convergences d'intérêts au profit de la bonne santé des entreprises, de la part d'un patronat responsable, même s'il n'a parfois pas d'autres choix que d'écouter les représentants des salariés, et de l'autre, des organisations syndicales respectées.

Il n'y a pas d'opposition entre l'efficacité économique d'un côté et la justice sociale, l'égalité réelle, dans la répartition des salaires, de l'autre. Au contraire, l'une est la condition de l'autre, et c'est cela le modèle alternatif économique que nous devons construire.

Enfin, je souhaite dire quelques mots sur la discrimination qui touche les jeunes. Elle est au cœur de la confiance, puisque si les jeunes n'ont pas confiance, comment un pays peut-il avoir confiance en lui-même ? Elle est au cœur de la question de la protection et de la sécurité, parce que si les parents se disent que les jeunes, même avec des diplômes, n'ont accès ni à l'emploi, ni au salaire, ils ne peuvent pas construire une société de protection. La place des jeunes dans l'entreprise est aussi une condition majeure de l'efficacité économique. Je ne reprendrai pas les chiffres, avec les taux de chômage des jeunes, la paupérisation des jeunes, la précarité des jeunes, je voudrais simplement, puisque Benoît m'y a invitée, vous dire en trois mots comment nous avons, avec la majorité régionale, pris à bras-le-corps cette question, rendre hommage aux élus qui s'en sont occupés, Françoise Mesnard et Jean-François Macaire, les ouvriers qui sont aujourd'hui conseillers régionaux et qui nous ont beaucoup aidé sur cette question : Guy Eyer mann, Émile Brégeon et Jacky Emon. Nous avons mis en place une méthode, un contenu et une volonté.

Une mobilisation et un dialogue : nous avons voté ce pacte de confiance pour l'emploi des jeunes le 18 octobre, et le 18 octobre au soir, nous avons réuni une conférence sociale régionale qui a rassemblé les organisations syndicales, les organisations patronales, et à notre grande surprise, il y a eu non seulement les représentants des centres des jeunes dirigeants, mais le MEDEF et la CGPME sont venus s'asseoir autour de la table, ainsi que les organisations professionnelles des artisans et des commerçants et des chambres artisanales.

Nous avons ensuite rassemblé un atelier participatif d'une cinquantaine de jeunes de tous horizons, sur leurs difficultés, leurs souhaits et les propositions. C'est la gouvernance qui, contrairement à ce que nous

subissons aujourd'hui, écoute d'abord les citoyens avant de parler à leur place. Il y a eu ensuite, le 25 octobre, une rencontre de concertation avec l'ensemble des missions locales d'insertion de tout le territoire régional, et enfin des ateliers de concertation sur les thématiques prioritaires : l'emploi, la formation, l'apprentissage, l'alternance et le service civique.

Une quinzaine d'actions en ont résulté, et en particulier, je voudrais en citer trois. D'abord, comme nous avons déjà en Région, conditionné l'ensemble des aides économiques aux entreprises à l'interdiction de licencier ou de délocaliser si elles font des bénéficiaires, nous avons, dans le cadre de ce pacte pour l'emploi des jeunes, conditionné les aides économiques aux entreprises à l'obligation de tendre la main aux jeunes, soit dans le cadre d'un emploi, soit dans le cadre d'une alternance, soit dans le cadre de l'apprentissage. Et en contrepartie de cette aide, nous vérifions si les entreprises ont fait leur travail dans ce domaine, c'est donc un partenariat d'entraînement que nous voulons faire pour que toutes les entreprises de la Région qui n'accueillent pas de jeunes, qui ne font pas l'effort même de les prendre en alternance, puissent se dire qu'elles ne sont pas dans une situation normale. Aujourd'hui, c'est le contraire, une entreprise qui fait un effort pour les jeunes se dit qu'elle accomplit un exploit. Non, nous devons renverser cette logique des choses et dire à toutes les entreprises de notre pays : si vous n'avez pas de jeunes en apprentissage chez vous, si vous n'avez pas de jeunes en alternance chez vous, si vous ne prenez pas des jeunes en emploi chez vous alors que vous bénéficiez d'aides de l'État dans le domaine des exonérations sociales, des exonérations fiscales, des aides diverses, alors vous ne faites pas votre devoir. Maintenant, nous allons exiger en contrepartie de ces aides que vous tendiez la main aux jeunes, parce que c'est aussi votre intérêt d'avoir des jeunes bien formés, bien rémunérés et bien motivés.

La deuxième idée, c'est que l'un des obstacles les plus criants à l'insertion des jeunes sont les problèmes de mobilité. Nous prenons en charge toutes les questions de mobilité : train gratuit, paiement du coût du permis de conduire à tous les jeunes qui sont reçus au CAP, en apprentissage, pour leur permettre d'accéder à la mobilité. Nous nous engageons dans un partenariat avec les entreprises et notamment les toutes petites et moyennes entreprises. Et nous avons eu par exemple le plaisir d'apprendre que les artisans, au travers des chambres des métiers, se sont engagés à prendre un jeune en plus en apprentissage et en alternance pour les faire cheminer vers leur diplôme. Ce qui veut dire, si on étend cette dimension à l'échelle d'un pays, que lorsque l'on mobilise positivement les forces vives d'un pays sur une grande cause nationale, qui est celle d'intégrer les jeunes dans nos entreprises, dans l'emploi, dans le travail, dans la formation, pour leur donner un avenir et une espérance, que lorsque l'État met tout son poids, alors je suis convaincue qu'on peut remettre un pays en mouvement, autour de ce qui fait l'essentiel d'un objectif politique de notre action : faire en sorte que les jeunes trouvent leur place dans la société et qu'ils puissent à leur tour transmettre ces valeurs.

Cette belle phrase de François Mitterrand avant de terminer : " Si la jeunesse n'a pas toujours raison, la société ou le pouvoir qui la frappe a toujours tort ". Et nous, socialistes, nous leur tendons la main ».



Arnaud Montebourg

« Chers camarades,

Jean-Luc Godard, dans son dernier film qui s'appelle " film socialiste ", a cette phrase que je place dans notre méditation collective : " Les idées nous séparent, mais les rêves nous rapprochent ". Les idées peuvent nous séparer. Mais nous sommes sûrs que les rêves que nous partageons nous

rapprochent à chaque fois que nous invoquons les principes et posons nos diagnostics.

Depuis longtemps, nos territoires urbains sont devenus les symboles de la ségrégation territoriale, mais aussi humaine. C'est un des graves problèmes que la France n'a pas réussi à dépasser. Nous devons réunifier la Nation avec ces territoires abandonnés.

J'ai aimé dans ce texte la comparaison entre l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest. L'Allemagne a mis en vingt ans des centaines de milliards pour se réunifier. Notre réunification à nous, c'est la lutte contre l'inconscience ségrégationniste dont la France est encore aujourd'hui victime.

Je ressens la façon dont les guerres coloniales se poursuivent aujourd'hui sur un terrain collectif, symbolique, mais concret. Un pays qui n'est pas capable de tourner la page de son passé, qui poursuit sa propre guerre et organise sa propre division, est un pays qui court à sa perte, pour ne pas dire à sa ruine.

J'ai entendu Madame Le Pen dire à ceux qui pratiquent pacifiquement leur culte musulman, qu'ils constitueraient une " armée d'occupation " sur notre territoire. Je veux répondre à Madame Le Pen en évoquant - vous me le permettrez - la mémoire de mon grand-père, un arabe d'Algérie qui porta l'uniforme français pour combattre l'armée d'occupation nazie, parce qu'il servait et aimait la France, cette même armée d'occupation nazie dont son père, Jean-Marie Le Pen, avait jugé qu'elle n'était pas si inhumaine.

En matière de lutte contre l'occupation, ce sont des arabes, des musulmans, des africains, des régiments entiers de tirailleurs qui y ont participé et qui ont perdu leur vie, l'ont sacrifiée. Cette déclaration est une injure à ceux qui, arabes, africains, musulmans ou non, sont morts pour la France, ceux-là même qui ont libéré notre territoire national pendant que votre père, Madame Le Pen, trouvait des circonstances atténuantes à l'occupation nazie.

Pour que réellement les citoyens français soient traités de la même façon dans tous les territoires de la République, il faudra poser des principes et

bien sûr des actes. Il faudra de l'argent ; aller le chercher dans les paradis fiscaux pour le mettre dans les banlieues que nous avons négligées. La ségrégation doit se traiter et doit reculer. Et il faudra mesurer son véritable recul. Après la honte ressentie du ministère de l'Identité nationale, il nous faudra maintenant inventer un Gouvernement de réconciliation nationale.

Chers camarades, je voudrais, comme l'a fait Ségolène, vous dire que j'ai aimé dans ce texte la justice qu'il rend aux territoires ruraux. Ces territoires se sentent aujourd'hui abandonnés. Qu'on soit de la France urbaine des quartiers, ou de la France rurale d'une misère qui ne dit pas son nom, nous sommes du même monde et de la même France.

Le pouvoir central s'est pris à fermer nos tribunaux, nos hôpitaux, nos maternités, et nos bureaux de Poste. Nous avons perdu nos médecins généralistes. L'égalité réelle, c'est que les Français puissent accéder aux soins. Cette question est traitée dans notre texte. Faut-il, pour assurer cette égalité des territoires et des populations qui y vivent, porter atteinte à la liberté d'établissement de milliers de praticiens ou médecins ? Oui, cela est nécessaire.

Lorsque le Gouvernement passe son temps à demander aux Français de faire des efforts pour payer le fardeau du passé, vous ne pouvez pas élaner la Nation vers l'avenir. La question de l'économie, du capitalisme coopératif, du renouveau productif, de la mutation écologique, sont des questions centrales pour que notre Convention trouve l'application qu'on devra lui donner.

C'est au leadership de la candidature de 2012 de construire la cohérence, de peindre une vision avec ces rêves que nous partageons et qui nous rapprochent, d'ordonner la vision de la société que nous voulons transformer. Les primaires qui commencent nous permettront de le faire ensemble. Il s'agit d'une machine à présenter, conjuguer, trier des idées et les ordonner autour du candidat vainqueur, derrière lequel les autres candidats seront rassemblés pour faire triompher ensemble la gauche en 2012 !

Vive l'égalité réelle, vive le socialisme, même celui de Jean-Luc Godard, vive la République et vive la France ! »



Jean-Marc Tanguy

« Pour ma part, la politique a commencé un soir de mai 1988. J'avais dix ans. Et ce soir-là, à 19h58, Alain Gillot-Pétre a annoncé qu'il allait faire froid en Corrèze. Le bonheur familial simple qui en a résulté ne pouvait que me laisser penser que le moment était important et unique. C'était il y a plus de vingt ans. Et depuis, il n'y a pas eu de président de la République socialiste. Mais je

reste persuadé que cette convention d'aujourd'hui, alliée à toutes les autres, peut changer cela dès 2012.

À Quimper, nous travaillons depuis dix-huit mois au sein d'une commission handicap. Cette question du handicap a trop souvent été maltraitée voire ignorée, y compris au sein même de notre organisation politique. Pourquoi travailler sur cette question du handicap ? Parce qu'aujourd'hui, une personne en situation de handicap en France est avant tout en situation de discrimination. L'atténuation de cette discrimination dépend en grande partie de l'action politique qui doit être une prise en compte de l'inégalité réelle qui est subie aujourd'hui par des millions de personnes. Le bien être d'une société peut entre

autres se mesurer au regard de la façon dont sont traités les plus précarisés de cette société. Il ne s'agit pas de porter un regard misérabiliste ou compassionnel sur le handicap. D'ailleurs, ne parlez plus d'handicapés parce qu'une personne en fauteuil roulant devant un escalier, c'est l'escalier qui va poser problème ; et ce qui permettra à la personne d'accéder à l'étage supérieur, c'est l'action politique en supprimant l'escalier. Très concrètement, le handicap c'est l'intégration scolaire, et la nécessaire professionnalisation des auxiliaires de vie scolaire. C'est ensuite l'insertion professionnelle avec l'obligation d'expliquer que l'inclusion n'est pas une contrainte mais une chance.

C'est la question des ressources, avec l'augmentation de l'Allocation Adulte Handicapé, pour 850 000 personnes sous le seuil de pauvreté. Nous allons passer l'AAH à 80% du SMIC brut dès 2012 en incluant la notion de progressivité. Il nous faut, c'est un agenda 22, un vrai plan Marshall pour le handicap. En matière de handicap, il est temps de sortir de la compassion pour tendre vers la compensation ».



Caroline de Haas

« On fête cette année le 64^e anniversaire de l'égalité femme/homme dans notre pays. Cela fait en effet soixante-quatre ans que dans la Constitution française, les femmes et les hommes sont égaux en droits. Pourtant, quand on est femme et qu'on se réveille le matin, on sait que dans toute notre vie, on touchera en moyenne 27% de salaire en moins que les hommes, qu'on sera amenée

à faire 80% des tâches ménagères, qu'on pourra être victime de violences, puisque 75 000 femmes sont violées chaque année dans notre pays. Cette inégalité femme/homme heurte de plein fouet le projet socialiste et les valeurs de la gauche. Dans l'introduction du texte Égalité réelle, on affirme ainsi que nous lutterons sans relâche contre tous les déterminismes, qu'ils soient sociaux, culturels, en fonction de l'origine géographique ou peu importe. C'est insupportable qu'en 2010, la moitié de la population, les femmes, soient victimes

d'oppression dans leur vie quotidienne, juste parce qu'elles sont nées XX et pas XY. Nous refusons de considérer qu'en matière d'égalité femme/homme, il faut juste attendre que les choses s'arrangent. Alors, comment faire ? D'abord en prenant des mesures fortes, sur les crèches, sur le temps partiel, qui concerne à 80% les femmes, en faisant respecter la parité au sein des instances comme dans les assemblées et en garantissant le droit à disposer de son corps. Il faudra un autre élément pour faire avancer l'égalité femme/homme. En lançant un plan d'action massif dans les écoles, d'éducation à l'égalité et à la sexualité, nous ferons reculer les inégalités femmes/hommes, mais ce ne sera pas suffisant. Il faudra un troisième élément pour faire marcher cette alchimie féministe, c'est la volonté politique. Nous sommes très attendus sur ce sujet. Mais nous ne sommes pas attendus que par les femmes, nous sommes attendus par toute la société. Quand la moitié de l'humanité est opprimée, c'est le monde entier qui en paye le prix ».



Najat Vallaud -Belkacem

« Pour avoir un peu participé au travail sur cette Convention, je reviendrai peut-être d'abord sur les ambitions de ce travail, et je crois que je pourrais les résumer peut-être ainsi : je dirais que les centaines de personnes, membres du PS ou pas, qui se sont mises autour d'une table et qui pendant des mois ont réfléchi autour de ce sujet, avait notamment comme ambition de reformuler et de

revitaliser les termes du débat sur l'égalité réelle. Pourquoi fallait-il revitaliser ces termes ? Parce qu'il faut absolument qu'on arrive à sortir d'une idée un peu pernicieuse selon laquelle il y aurait deux conceptions possibles d'une République égalitariste : une conception qui serait un peu naïve, un peu archaïque, qui s'accrocherait à de vieux principes ; et puis une conception qui serait moderne, qui serait pragmatique, qui réglerait concrètement les difficultés des gens. Je crois qu'il nous fallait trouver une troisième voie, qu'à mon avis, nous avons réussi à trouver dans ce texte de Convention, en arrivant à finalement mieux prendre en considération la singularité des individus, à les regarder tels qu'ils sont sans jamais renoncer à l'universalisme qui est notre marque de fabrique, et aux projets collectifs, qui font notre identité au Parti socialiste. Sans renoncer en particulier aux idéaux d'une République laïque, d'une République sociale, d'une République généreuse, mais en cherchant quand même l'efficacité dans les

politiques que nous voulons désormais mettre en œuvre. Et cette troisième voie, le chemin qui menait vers cette troisième voie était émaillé d'embûches qu'il fallait contourner, qu'il faut continuer à contourner.

Ces récifs prennent souvent les traits de la caricature ou alors des discours un peu simplificateurs. Il faut éviter cette caricature et ces discours. Tout en devant avoir pour priorité de reconnaître la diversité des citoyens au sein de notre société, nous devons faire attention à l'usage qui est fait aujourd'hui du terme de diversité, des politiques de diversité, et nous devons comprendre que certains, avec ce terme, avec ces politiques, tentent de faire de cette reconnaissance de la diversité un tombeau pour les valeurs républicaines. J'étais d'accord avec ce qui s'est dit tout à l'heure. Nous pouvons refuser aussi une comptabilité ethnique de la société française, être contre les statistiques ethniques tout en promouvant une meilleure connaissance des discriminations vécues pour les combattre. Oui, nous pouvons respecter la police, respecter son travail tout en rejetant avec la plus grande fermeté possible, comme nous allons le faire, les contrôles au faciès et les obligations de résultats qui conduisent aux drames qu'on connaît aujourd'hui. Enfin, nous pouvons continuer à être à l'avant-garde comme le PS l'a toujours été sur la lutte contre les inégalités socio-économiques, tout en comprenant une fois pour toutes que ça ne suffira pas à résoudre tous les problèmes et en particulier les problèmes liés à la discrimination sur la couleur de la peau ou sur le nom. Voilà, je crois que ce texte a réussi à aboutir à une troisième voie faite à la fois de valeurs et d'efficacité ».





Benoît Hamon

«Je voudrais commencer par remercier les sept personnes qui ont été les vrais architectes de ce texte, en tout cas dans la première version, ce sont d'abord les six rapporteurs. Je veux remercier Sophie Binet, Corinne Baume, Alexis Dalem, Romain Beaucher, Raphaël Lunettes et Laurent Cravate -ça, ce sont deux pseudos parce qu'on n'a pas le droit de dire leur nom- pour leur travail remarquable.

Et un merci spécial, à Caroline de Haas pour tout le travail qui a été le sien dans cette Convention, et un travail remarquable.

Je vais commencer en m'excusant car ce texte a fait couler beaucoup d'encre, au point qu'au moment du remaniement gouvernemental j'ai entendu Alain Juppé dire : "Je reviens au pouvoir et j'ai accepté d'entrer dans ce gouvernement pour empêcher la gauche d'arriver au pouvoir et surtout pour l'empêcher de mettre en œuvre le texte égalité réelle." Je ne pensais pas que cela allait avoir de telles conséquences ! L'homme des grèves de 1995 qui entre dans le gouvernement des grèves de 2010, c'était une belle manière pour Nicolas Sarkozy de montrer comment il entend répondre aux aspirations du peuple.

Choisir Juppé comme une des nouvelles têtes de son gouvernement après cinq mois d'épreuves, cinq mois de rapport de forces sociales, cinq mois de grève, cinq mois de manifestations : tout est dit. Voilà la droite que nous avons au pouvoir et voilà la droite qui sera à nouveau au pouvoir en 2012 si par malheur nous n'arrivons pas à les déloger de l'Élysée.

Je voudrais réagir aux déclarations de Marine Le Pen. Parce que je veux dire aux Français, et en l'occurrence aux Français musulmans qui se sont sentis injuriés par Marine Le Pen, que nous sommes insultés comme ils le sont. Parce que Marine Le Pen qualifie les petits-enfants des libérateurs de Marseille d'occupants, alors qu'elle appartient à une famille politique qui a petit-déjeuné, déjeuné et dîné à la table de l'occupant, l'extrême-droite française. Et ça, c'est inadmissible. C'est une insulte à l'histoire de France et c'est une insulte à tous ceux qui ont versé leur sang, qu'ils soient noirs, arabes ou blancs, pour libérer la France et rétablir la République !

En parlant de cela, j'en arrive à notre Convention Égalité réelle. Tout au long du débat que nous avons eu, et que nous avons partagé, je rapportais cette anecdote d'Amin Maalouf, qui faisait la différence entre égalité formelle et égalité réelle. Cela se passe aux États-Unis au lendemain des lois qui font des citoyens noirs américains les égaux des citoyens blancs. Ça se passe aux États-Unis dans une compagnie de bus où jusqu'ici, on plaçait les noirs à l'arrière des bus et les blancs devant. Le patron de cette compagnie de bus explique à ses chauffeurs : "Ce n'est plus possible maintenant, il n'y a plus de noirs il n'y a plus de blancs, il va falloir que vous mélangez tout le monde". Et à un chauffeur qui avait un peu plus de mal à comprendre, il lui dit : "Puisque tu ne comprends pas qu'il n'y a pas de différence entre les noirs et les blancs, dis-toi que

tout le monde est bleu".

Et le chauffeur de bus rentre dans son bus, commence son service, persuadé d'avoir enfin compris ce qu'était l'égalité entre les noirs et les blancs. Il arrive au premier arrêt de bus, et là il y a des noirs et des blancs, donc tous bleus. Il dit alors "C'est très simple, les bleus foncés derrière, les bleus clairs devant".

Tout cela pour dire quoi ? Qu'entre les droits théoriques et les droits effectifs, il y a la politique. Mais il n'y a pas n'importe quelle politique. Il y a probablement le socialisme, c'est-à-dire une lutte inlassable pour l'éducation, pour élever le niveau de qualification de tous ; une lutte inlassable pour les services publics ; une lutte inlassable pour la protection et la Sécurité sociale, les garanties collectives ; une lutte inlassable pour une répartition des richesses qui serve tout le monde. Il y a donc le socialisme pour passer des droits théoriques aux droits réels. Et c'est toute la tâche à laquelle nous nous sommes consacrés. Et nous avons voulu nous y consacrer comme on s'y consacre au XXI^e siècle, pétris des valeurs qui sont les nôtres avec constance, ténacité, mais en essayant de comprendre le monde tel qu'il est.

C'est pour cela que nous avons voulu, dans ce texte, même si nous sommes favorables à la réforme et à la rénovation de l'État social, dire à quel point nous étions attachés à l'État social qui est un droit du travail, des protections collectives, des politiques économiques et des services publics.

Il nous revient de dire, aujourd'hui que la crise est intervenue, quels arbitrages nous voulons rendre entre le capitalisme, le marché, l'intervention publique et l'économie sociale et solidaire. Quels arbitrages voulons-nous rendre entre ce qui se vend, et ce qui ne se vend pas, ce qui s'achète, et ce qui ne s'achète pas, ce qui est marchand, et ce qui ne peut pas être marchand.

Il est frappant de constater dans cette période que vis-à-vis de cet État social qu'elle exècre, la droite a eu une attitude qui ne s'est finalement pas limitée à réduire la voilure de l'État. Elle l'a fait mais elle l'a surtout détourné de l'intérêt général. C'est à un véritable dévoiement des missions de l'État et des missions de services publics qu'on assiste aujourd'hui.

Pensez donc, quand l'animateur de la Convention UMP ou du Conseil national UMP qui a lieu en ce moment, M. Copé, dit et avoue enfin qu'à une question qui lui est posée sur la note de la France et la situation de la dette souveraine de la France, il dit et reconnaît que des inquiétudes existent ; et que c'est bien pour cela et pour rassurer les marchés qu'"on" - l'UMP - a fait la réforme des retraites ! C'était donc bien pour obtenir des marchés la note qu'il redoutait de ne plus avoir que l'on a demandé aux salariés de payer, une nouvelle fois, la facture d'une crise dans laquelle ils n'ont aucune responsabilité.

Il faudra le dire aussi, les salariés ont payé trois fois la facture. Ils l'ont payée dans le plan de renflouement des banques car c'est le contribuable qui est venu sauver les banques ; ils l'ont payée

ensuite dans la mise en œuvre des plans de relance qui ont encore creusé les déficits. Et maintenant que la dette souveraine des États s'est creusée, et que les déficits se sont creusés, ce sont les agences de notation, myopes au moment de voir la crise des sub-primes ou la deviner qui exigent des États la mise en œuvre d'une politique d'austérité qui se traduit dans tous les pays européens par moins d'allocations familiales, moins de retraites, de la modération salariale ou des fonctionnaires en moins. C'est pour cela que nous avons voulu réagir en proposant des solutions nouvelles. J'insiste sur ce point : nous défendons le principe d'un État stratège et prévoyant. Parce que nous savons que, réparer les inégalités si nous ne faisons que ça, coûte beaucoup plus cher à ceux qui vivent les inégalités et à la collectivité que si nous avons une action résolue de prévention des inégalités pour les anticiper et prévenir les fractures qu'elle crée dans notre société.

Je suis très fier que nous soyons parvenus à réaliser ce rassemblement autour d'une réaffirmation forte du rôle de l'État mais qui n'abdique pas la nécessité aujourd'hui de repenser ce rôle pour mieux prévenir les inégalités et n'avoir plus seulement qu'à les réparer. Voilà un vrai changement pour le Parti socialiste.

Il y a un mot que j'ai entendu tout au long de ces débats : crédibilité. Et il a été répété à cette tribune à de multiples reprises. Je vais vous faire une confidence : déjà, la crédibilité se pose par rapport à ceux vis-à-vis de qui on veut être crédible, et ce n'est pas tout à fait la même chose de vouloir être crédible vis-à-vis de l'agence Moody's ou être crédible vis-à-vis des ouvriers de chez Renault.

Il y a un certain nombre de gens qui sont dans le paysage journalistique, médiatique, intellectuel, politique, depuis très longtemps. Et ces gens-là nous assèment des conseils en responsabilité, en crédibilité depuis de nombreuses années. On ne peut pas dire, quand on regarde les résultats des conseils qu'ils ont donnés qu'ils ont toujours été très inspirés. Je veux dire à ces gens-là qui vivent dans un monde où le seuil de pauvreté doit se situer à leurs yeux à 6000 euros nets par mois, que quand on appartient justement à ce milieu, on cesse, au cœur de la crise, de passer son temps à adresser aux salariés, du public comme du privé, aux retraités comme aux chômeurs, aux actifs et aux inactifs, des conseils de patience, des conseils pour se serrer la ceinture et à exiger d'eux qu'ils fassent toujours l'essentiel des efforts.

Nous n'avons pas fait ce texte pour aller chez Moody's et dire : "M. Moody's, ou M. Standard & Poor's, est-ce qu'on a le triple A?" Un projet sur l'égalité du Parti socialiste, il ne vise pas à obtenir une bonne note de la part ceux qui sont les gardiens de l'ordre économique libéral qui nous a mis dans cette situation. Je vais vous dire, ce n'est pas vis-à-vis d'eux que nous voulons être crédibles. Ce qui nous intéresse, nous passionne et nous exalte, c'est l'idée au contraire de lever à nouveau une espérance dans les classes populaires et les classes moyennes, chez celles et ceux qui ont cru en nous, ceux qu'on a déçus, ceux qui espèrent secrètement que nous revenions au cœur du paysage politique avec un projet qui leur parle et qui doivent savoir que nous le ferons avec sérieux, avec conviction, pas pour

proposer des choses que nous savons ne pas pouvoir faire.

Quelle drôle d'idée que de penser qu'au Parti socialiste certains se seraient livrés à ce curieux troc qui consisterait à abdiquer la volonté de transformer le réel, pour juste incarner l'idéal? Prendre la pose, être 100% chimiquement purs à gauche? Cela ne nous intéresse pas. Personne ici ne veut prendre la pose, incarner seulement l'idéal et se désintéresser de la façon dont nous allons modeler ou pas la vie des gens et notamment celles est ceux qui ont été touchés, meurtris par plusieurs années de droite. Il n'y a personne au Parti socialiste qui se désintéresse de la fabrication du réel. La tâche que nous devons nous assigner est de rassembler la gauche. Nous avons en tout cas un projet qui rassemble, avec la Convention animée par Pierre Moscovici, avec celle animée par Laurent Fabius et Jean-Christophe Cambadélis, avec celle-ci, nous avons un projet qui rassemble l'immense majorité des socialistes.

Pour celui ou celle qui veut être candidat, on ne peut pas passer à côté du rassemblement des socialistes, donc on ne peut pas passer à côté de ce travail qui a été réalisé. On n'est pas obligé de tout prendre, mais le rassemblement est là.

Il y a quelque chose qui me frappe beaucoup, il n'y a pas un mois sans que Nicolas Sarkozy déclare une guerre à une catégorie de Français. Un jour les pauvres, un jour les Français d'origine étrangère, un jour les salariés du public, un jour les syndicalistes, etc. La France est aujourd'hui un puzzle en surface et il nous revient désormais de recoudre ce puzzle, de réunifier la France. Et le fil avec lequel nous pourrions recoudre ce pays, c'est l'égalité.

Je suis très heureux qu'à cette tâche nous nous soyons mis collectivement, nous ayons produit ce résultat, nous n'ayons fait l'impasse sur aucun sujet, même les plus difficiles. Je suis heureux que des représentants de la société civile soient venus nous dire : "c'est bien, le bout de chemin que vous avez fait, mais vous pouvez encore faire mieux". Aujourd'hui, notre projet s'enracine justement dans le réel et c'est pour ça qu'il remplit une de ses conditions indispensables pour être en situation demain de gagner.»

Résultat du vote du texte

Pour : 205

Contre : 1

Abstention : 4

La boutique



Retrouvez tous nos objets
sur parti-socialiste.fr/boutique

